

Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des

thématiques communes. L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour la création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.



DOSSIER THÉMATIQUE

Les fusions dans l'enseignement supérieur

Tour du monde avec le Président et les Membres du Conseil d'Administration de l'AIU

ACTIVITÉS

Réunion mondiale des Associations d'universités (GMA-III)

LEADHER: nouvel appel à proposition

Lancement de la 3^e enquête mondiale AIU sur l'internationalisation

FORUM

L'éducation au développement durable

Nouvelle phase du Programme Erasmus Monde



SOMMAIRE

1 CONSOLIDATION ET RENOUVELLEMENT DE L'AIU *par Juan Ramón de la Fuente, Président, AIU*

2 TOUR DU MONDE AVEC LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU

4 DOSSIER THÉMATIQUE: LES FUSIONS EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- 4 Fusion des universités – Initiative ascendante entreprise en Suède, *par Agneta Ch. Bladh, Suède*
- 6 Fusions institutionnelles dans l'enseignement supérieur chinois : un mariage arrangé?, *par Rui Yang, Chine*
- 7 M&A : Marchés et Académie, *par J. Durand, Argentine*
- 8 Trois, c'est trop – fusion d'une université australienne, *par Rhonda Hawkins, Australie*
- 10 Fusions institutionnelles en Afrique du Sud, *par Martin Hall, Afrique du Sud*
- 11 Fusions des universités en Flandre, *par Ann Verreth, Rosette SJegers et Robert Hoogewijs, Belgique*
- 12 Fusion des finances et augmentation de la capacité de la recherche: exemples d'initiatives française et allemande

13 ACTIVITÉS DE L'AIU

- 13 3^e Enquête mondiale de l'AIU sur l'internationalisation
- 14 LEADHER
- 15 Projet UNEP AIU sur les styles de vie durables
- 16 3^e Réunion mondiale des Associations, au Mexique
- 16 Conférences de l'AIU
- 17 Coopération et réseautage

21 NOUVELLES DES MEMBRES

- 21 Nouveaux Membres de l'AIU
- 22 Nouvelles des Membres

22 PUBLICATIONS DE L'AIU

24 NOUVELLES PUBLICATIONS

26 FORUM

28 CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

ÉDITORIAL

BIENVENUE DANS LE PREMIER NUMÉRO 2009 D'AIU HORIZONS.

Bienvenue dans le premier numéro 2009 d'AIU Horizons. Ce numéro présente une synthèse de la première réunion du Conseil d'administration (CA) de l'AIU présidé par le nouveau Président. Le design de AIU Horizons est nouveau et le rythme de production change : nous prévoyons de publier des numéros plus denses, et ce trois fois par an.

Au niveau international, 2009 a débuté par la reprise tragique des violences dans la bande de Gaza, un triste revers pour ceux qui y œuvrent pour la paix. Les répercussions nécessiteront des années de reconstruction. L'AIU a contacté les universités à Gaza, rejoignant ainsi d'autres organisations, tel le programme PEACE, en proposant de mobiliser tous les Membres de l'AIU pour aider à la reconstruction.

D'autre part, en ce début d'année, c'est les yeux plein d'espoir que des milliards d'individus à travers le monde se tournent vers le nouveau Président des États-Unis et son administration, espérant qu'une nouvelle ère de la politique américaine apportera la paix, la sécurité et les solutions aux différentes situations tragiques actuelles, notamment la crise économique.

La crise économique mondiale que nous subissons s'est en effet immiscée dans notre conscience collective, soulevant des questions sur la durabilité du modèle dominant de développement et le besoin d'une surveillance et d'une gestion globales.

Il ne serait pas surprenant, étant donné les évolutions désastreuses survenues dans l'économie mondiale, d'assister au retour du vieil adage « ce qui est petit est joli ». Pourtant, ce numéro d'AIU Horizons examine une tendance contraire – les fusions des universités et d'autres établissements d'enseignement supérieur en entités plus grandes et potentiellement plus puissantes, plus efficaces et plus compétitives – censée mieux répondre aux exigences imposées par les mutations actuelles.

En proposant des articles présentant des types de fusions assez différents – fusions imposées par une approche descendante et fusions créées par une dynamique ascendante, nous espérons aider les établissements qui peuvent envisager ou faire face à de futures fusions. À la lecture de ces articles, vous noterez des points communs entre les choses à faire et celles à éviter. Les éléments essentiels que sont le temps, le leadership, une vision claire de l'objectif final, le rachat par les parties concernées, la transparence et des communications ouvertes et régulières font partie des principaux aspects favorisant la réussite des fusions. Par ailleurs, les raisons menant à une fusion sont exposées par les auteurs ayant travaillé dans des contextes très différents en Suède, Chine, France, Afrique du Sud et Amérique latine.

Étant donné que cette tendance consistant à regrouper les établissements d'enseignement supérieur au sein d'unités plus grandes se manifestant dans de nombreuses régions du monde, tout ce que nous apportons ici n'est qu'un aperçu très partiel et sélectif ; les lecteurs sont invités à partager leurs expériences de fusions dans des articles de même format. Vos points de vue ou expériences pourront notamment être publiés en ligne.

Outre ce thème, ce numéro relaye un message du Président de l'AIU, présente le CE de l'Association et propose un synopsis de la table ronde riche et animée qui s'est tenue entre les Membres du CA sur des sujets critiques auxquels l'enseignement supérieur est confronté de par le monde. Comme annoncé, présenter les résultats de projets LEADHER entrepris est devenu un élément récurrent, au même titre que les rapports sur les principales activités et les événements à venir de l'AIU. AIU Horizons offre aux Membres une tribune de partage des informations dans la section « Nouvelles des Membres ».

Nous espérons que vous apprécierez le nouveau format d'AIU Horizons qui vous incitera peut-être à apporter vos contributions, telles des nouvelles sur votre établissement, des articles sur des fusions ou des suggestions sur des futurs thèmes qu'AIU Horizons pourrait aborder.

Eva Egron-Polak
Secrétaire-générale

CONSOLIDATION ET RENOUVELLEMENT DE L'AIU

EN CE DÉBUT D'ANNÉE 2009, c'est avec plaisir que je vous souhaite, au nom de l'Association internationale des universités, tous mes vœux de bonheur, de santé et de réussite. Comme vous avez pu le lire dans le précédent numéro d'*AIU Horizons* et dans d'autres documents et messages de l'AIU, l'Association s'est engagée pour un nouveau mandat quadriennal, le Conseil d'administration ayant été considérablement renouvelé lors des élections de juillet 2008.

Le Conseil récemment élu s'est réuni pour la première fois à Paris au début du mois de décembre avec une participation de la quasi-totalité de ses Membres. Plusieurs Membres adjoints du Conseil et l'un des Présidents honoraires de l'AIU étaient également présents.

Ayant servi comme Membre du Conseil et Vice-président de l'Association, j'ai pu observer et contribuer à la vie de l'AIU au cours des huit dernières années. Cette Association est unique et je suis profondément investi dans le développement de tout son potentiel, tout en m'appuyant sur ce qui a déjà été réalisé par mes prédécesseurs.

Je suis convaincu de l'importance du travail de l'Association et suis certain que dans les années à venir, en raison de la gravité de la situation économique, des tensions croissantes entre les peuples et de la dégradation continue de la qualité de la vie pour tant de personnes sur notre planète, nos sociétés et par là même nos établissements d'enseignement supérieur seront confrontés à des défis sans précédent. **L'engagement de l'AIU à travailler avec ses Membres, à sensibiliser le public sur ces défis et nos responsabilités partagées, et à agir, est plus important que jamais.**

Les années à venir seront difficiles et je souhaite pouvoir compter sur un grand nombre de personnes en termes de conseil et de collaboration. J'ai donc le grand plaisir de vous annoncer l'approbation unanime du Conseil concernant **les nouveaux Vice-présidents de l'AIU, qui, aux côtés du Secrétaire général de l'Association, forment le Comité exécutif**, dont le rôle est de m'aider à diriger l'Association :

- Prof. Dzulkifli, *Vice-chancelier, Université Sains Malaysia, Malaisie : 1^{er} Vice-président*
- Prof. Calzolari, *Recteur, Université de Bologne, Italie, Trésorier, AIU*
- Dr. Green, *Vice-présidente, American Council on Education, USA*
- Prof. Mugenda, *Vice-chancelière, Université Kenyatta, Kenya*

Ce Comité est représentatif des différentes régions du monde et des deux catégories de Membres de l'AIU. Je suis particulièrement heureux de souligner que la représentation hommes-femmes au sein du Comité exécutif est parfaitement équilibrée. La composition des deux autres comités permanents a également été établie : le Comité financier, présidé par le Trésorier, Prof. Calzolari (Italie), et le Comité chargé du développement du *membership*, présidé par le Prof. Baydar (Turquie).



Juan Ramón de la Fuente, Président de l'AIU

Thèmes, projets et activités

En examinant les activités passées de l'Association, les projets en cours et les nouvelles activités proposées pour les quatre années à venir, le Conseil et moi-même avons noté avec satisfaction que l'Association continue de défendre ce qui est important dans l'enseignement supérieur. L'AIU et ses universités membres, ainsi que d'autres établissements d'enseignement supérieur à travers le monde, défendent idéalement l'ouverture, la liberté académique, l'équité, l'excellence, la tolérance, l'intégration et la diversité, l'innovation et le renforcement des capacités, la créativité, l'engagement social, la pensée critique et beaucoup d'autres valeurs essentielles. Cependant, dans un monde où la concurrence pour des fonds limités est de plus en plus accrue et où les initiatives de classements tendent à façonner les programmes, une vigilance continue à l'égard de ces idéaux est nécessaire. En effet, l'accès à l'enseignement supérieur est encore refusé à un trop grand nombre de personnes, l'équité reste bien trop souvent un objectif plutôt qu'une réalité et les fossés ont tendance à se creuser dans beaucoup de sphères, malgré le développement d'une société du savoir à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, des défis de dimension internationale frappent aujourd'hui à notre porte : les Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU doivent être atteints, l'Éducation pour tous doit progresser et les dangers liés au changement climatique doivent être pris en compte.

L'Association doit donc rester active dans le domaine de l'accès et du succès dans l'enseignement supérieur, en corrélation avec le développement durable ainsi qu'avec l'apprentissage et le dialogue interculturels. L'Association poursuivra sa recherche sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur et sur les contributions de l'enseignement supérieur en vue de garantir l'expansion et la qualité des autres niveaux d'éducation.



Plusieurs groupes de travail sont actuellement en train d'être formés en vue d'aider au développement et à la mise en œuvre de projets dans les domaines prioritaires du travail de l'AIU. Comme par le passé, chaque groupe est présidé par l'un des Membres du Conseil et, jusqu'à présent, les personnes suivantes ont été confirmées :

- Internationalisation de l'enseignement supérieur : Présidente – Dr. Green, ACE, USA ;
- Développement durable : Président – Prof Asashima, Université de Tokyo, Japon ;
- Enseignement supérieur pour le développement et liens avec l'Éducation pour tous : Présidente du Groupe de référence – Prof. Mugenda, Université Kenyatta, Kenya ;
- Accès à l'enseignement supérieur : Président – Prof Fernos, Université interaméricaine de Porto Rico, USA.

L'actualité de ces groupes et d'autres groupes de travail sera régulièrement mise à jour sur le site Internet de l'AIU et les pages Internet spécialisées.

Adhésion

Permettez-moi de revenir un instant sur la question de l'adhésion. L'Association doit simultanément poursuivre plusieurs objectifs dans ce domaine : proposer des services et des activités intéressantes aux Membres actuels tout en développant des stratégies efficaces afin d'attirer de nouveaux Membres et de faire revenir les universités qui étaient autrefois Membres de l'Association. La plateforme et la perspective globales proposées par l'AIU sont plus que jamais une nécessité et l'Association doit compter davantage de Membres en vue d'être une voix représentative de l'enseignement supérieur à travers le monde et de jouer un rôle dans la collaboration Sud/Sud, Sud/Nord et Est/Ouest.

L'AIU est une association engagée à renforcer ses capacités et unir ses forces pour atteindre des objectifs partagés : répondre à la fois à des besoins locaux et internationaux. J'essaierai de faire de mon mieux pour contribuer à la poursuite de ces objectifs et protéger les valeurs que l'AIU soutient et défend.

Juan Ramón de la Fuente

Président de l'AIU 2008-2012



Les Membres du Conseil d'administration de l'AIU 2008-2012

Première rangée – de gauche à droite : M. GREEN, Vice-présidente, American Council on Education ; J. TOBIAS, Recteur, Université du Salvador, Argentine ; M. SOROURADDIN, Chancelier, Université Tabriz, Iran ; J. de la FUENTE, Président de l'AIU, ancien Recteur, Université nationale autonome de Mexico, Mexique ; E. EGRON-POLAK, Secrétaire-générale et Directrice exécutive* ; A. DZULKIFLI, Vice-chancelier, Université Sains Malaysia ; I. OLOYEDE, Vice-chancelier, Université Ilorin, Nigéria ; O. MUGENDA, Vice-chancelière, Université Kenyatta, Kenya ; M. FERNOS, Président, Université interaméricaine de Puerto Rico, Etats-Unis.

Deuxième rangée – de gauche à droite : I. DEVYLDER, Chargée de programmes* ; P. KOTECHA, CEO, Southern African Regional Universities Association ; A. BLADH, Rectrice, Université de Kalmar, Suède ; C. TAGOE, Vice-chancelier, Université de Ghana ; D. SHEIKH, Chargée de recherche principale* ; R. HUDSON, Chargé de programmes*.

Troisième rangée – de gauche à droite : N. KIS, Vice-recteur, Corvinus University of Budapest, Hongrie ; J. THORENS, ancien Recteur, Université de Genève, Suisse ; M. ASASHIMA, Directeur et Vice-Président exécutif, Université de Tokyo, Japon ; P. POL, Vice-présidente, Université Paris 12 – Val de Marne, France ; M. BAYDAR, Recteur, Suleyman Demirel University, Turquie ; A. PUMPUTIS, Recteur, Mykolas Romeris University, Lituanie ; C. OBERLIN, Responsable, Administration et Personnel* ; J. C. NOLTE, Relations internationales, UNAM, Mexique.

Quatrième rangée – de gauche à droite : J. ZHU, Vice-président, Université Zhejiang, Chine ; I. TURMAINE, Directrice, Centre d'information et de services* ; J. HODDER, Présidente, The College of the Bahamas ; H. VAN'T LAND, Chargée principale des programmes* ; H. GÜL, Relations internationales, Université Suleyman Demirel, Turquie ; W. MOUSSA, Président, Université de Notre Dame University-Louaize (NDU), Liban ; E. HARB, Relations internationales, NDU, Liban.

*Secrétariat de l'AIU, Paris, France

TOUR DU MONDE AVEC LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU,

élu à Utrecht en juillet dernier, s'est réuni pour la première fois à Paris, en France, les 5 et 6 décembre 2008. Chaque Membre participant a été invité à se présenter et à s'exprimer sur les principaux défis auxquels l'enseignement supérieur est confronté dans son pays et au-delà. Les participants ont également été invités à évoquer les thèmes prioritaires de l'AIU qui, selon eux, pourraient/devraient figurer à l'ordre du jour de l'Association.

Sans surprise, la question de l'autonomie, la crise financière globale actuelle, l'accès à l'enseignement supérieur, l'essor du secteur de l'enseignement supérieur privé et les nouveaux défis d'accréditation et d'assurance qualité liés à l'expansion et aux changements rapides survenus dans l'enseignement supérieur, ont fait partie des thèmes les plus importants.

Les Membres du Conseil étant issus de différentes régions, leurs préoccupations nécessitant davantage d'attention aux niveaux national et international sont les suivantes :

AFRIQUE

En **Afrique, l'accès à l'enseignement supérieur et**

l'équité font partie des principaux thèmes abordés. Le

Prof. Mugenda, *Vice-chancelière de l'Université Kenyatta au Kenya*, a en effet expliqué que le problème de l'accès à l'enseignement supérieur (ES) était crucial dans sa région. Elle a déclaré que « plus de 60% des personnes qui obtiennent les diplômes pour suivre des cours à l'université au Kenya ne peuvent pas obtenir de place par manque de disponibilité. »

Cet avis a été partagé par le **Dr. Kotecha**, *PDG, Association des universités régionales sud-africaines (SARUA)* qui a indiqué qu'il existait un besoin réel en Afrique du Sud d'accroître à la fois l'accès à l'enseignement supérieur et de développer de nouvelles initiatives de sensibilisation et de **financement** de l'ES dans le pays. Le Prof. Mugenda s'est ensuite prononcée en faveur du développement accru des services et des stratégies d'e-learning en vue d'améliorer l'accès à l'ES, et a suggéré que **l'AIU pourrait développer une déclaration de principes sur l'assurance qualité dans l'enseignement en ligne.**

Le **Prof. Tagoe**, *Vice-chancelier de l'Université du Ghana*, a attiré l'attention sur l'« explosion » du nombre d'**établissements d'enseignement supérieur privés** en Afrique occidentale et le problème de plus en plus significatif lié à la **pénurie des enseignants**. Selon lui, le manque de capacité et d'opportunités de carrières en Afrique a obligé les enseignants à suivre leur doctorat à l'étranger. Aux côtés du Prof. Mugenda, le Prof. Tagoe a soutenu que les gouvernements africains devaient mettre en place des processus afin de mieux répondre à ces questions critiques.

AMÉRIQUES

Le **Prof. Fernos**, *Président de l'Université interaméricaine de Porto Rico, États-Unis* a également identifié la question de

l'accès à l'enseignement supérieur comme la première des priorités, en particulier dans le contexte de la crise économique globale actuelle. « Aux États-Unis, de nombreuses universités dépendent des frais d'inscription et comme de nombreuses familles perdent leurs emplois, il y a peu de chances que leurs fils et filles puissent aller à l'université », a-t-il déclaré. Ce point a été approfondi par le **Dr. Green**, *Vice-présidente de l'American Council on Education (ACE), USA* qui a déclaré que « **la face cachée de la crise financière actuelle est la concurrence mondiale intense et accrue** à laquelle les établissements d'enseignement supérieur devront faire face ». Elle était également d'accord avec le Président, Prof. de la Fuente, lorsqu'elle a déclaré que « le secteur de l'ES doit explorer le rôle qu'il peut jouer en apportant des solutions à la crise économique actuelle ».

Le **Dr. Hodder**, *Présidente du Collège des Bahamas*, s'est dit particulièrement préoccupée par la crise financière actuelle, en particulier lorsque ceci s'accompagne d'autres signes d'un monde profondément troublé. Elle a appelé le secteur de l'ES, y compris l'AIU, à passer d'un débat sur la manière dont ces difficultés ont une incidence sur ce secteur, à la recherche active de solutions sur la façon dont l'ES peut avoir un impact positif sur le monde. Selon elle, ceci pourrait en effet renforcer les valeurs sur lesquelles l'Association s'est construite il y a 60 ans au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à l'époque où comme aujourd'hui, la coopération et la compréhension nationales et internationales incarnaient les valeurs sur lesquelles il fallait le plus compter.

Le **Prof. de la Fuente**, *Président de l'AIU et ancien Recteur de l'Université nationale autonome du Mexique*, a ajouté que l'un des thèmes centraux qui fait l'objet de débats dans sa région était la façon dont le **processus de Bologne** modifiait de façon catalytique l'enseignement à travers le monde. Le Président a également suggéré la création d'un groupe de travail en vue de l'organisation d'un débat de haut niveau sur l'impact de la crise financière sur l'ES. Un tel effort pourrait en effet entraîner une liste de bonnes pratiques en réduisant les coûts des établissements d'enseignement supérieur (EES) sans affecter la recherche et le développement et permettrait d'accorder une plus grande place à l'ES dans la discussion des propositions visant à faire face à la crise aux côtés des responsables politiques gouvernementaux.

ASIE ET PACIFIQUE

Le **Prof. Dzulkifli**, *Vice-chancelier, Université Sains-Malaysia, Malaisie* a déclaré qu'étant donné la crise économique actuelle et les **coups budgétaires** qu'elle entraîne, le secteur devra travailler plus dur pour **renforcer sa durabilité** – s'assurer que les étudiants continueront de recevoir le plus haut niveau d'éducation possible à l'avenir. Selon lui, l'AIU pourrait devenir un **centre d'information** permettant aux EES du monde entier de partager leurs stratégies relatives



aux coupes budgétaires. Le Prof. Dzulkiifi a également attiré l'attention sur la tendance croissante à accorder l'autonomie aux EES et l'impact que ceci pourrait avoir sur ces établissements. Enfin, le Vice-chancelier a fortement encouragé l'AIU à envisager de développer une nouvelle vision ou une nouvelle métaphore pour l'enseignement supérieur, se détachant des modèles passés qui, selon lui, pourraient ne plus être viables à l'avenir.

Le **Prof. Sorouraddin**, ancien Chancelier, Université Tabriz, Iran a souligné l'importance de l'ES pour et dans les pays en développement. Il a souligné que « ceci est non seulement nécessaire mais également vital à la fois pour le développement personnel et national ». Selon lui, dans les pays en développement, la **concurrence** pour l'accès à une place à l'université est environ cinq fois plus forte que dans le monde développé. « Ceci doit attirer notre attention ; l'**e-learning** pourrait être une bonne solution au problème [...] garantissant l'accès à l'enseignement supérieur à un plus grand nombre d'étudiants », a-t-il déclaré. Enfin, il a soutenu que beaucoup plus de choses devaient être entreprises pour **promouvoir l'AIU** au niveau mondial. En effet, le **Prof. Asashima**, Directeur général et Vice-président exécutif, Université de Tokyo, Japon, a attiré l'attention sur le rôle que l'AIU pourrait jouer en tant que **plateforme d'échange d'information** et de renforcement des réseaux nationaux et internationaux dans cette période globale de réformes de l'ES. Selon lui, de nouvelles **stratégies de collecte de fonds** devaient être initiées pour faciliter cette démarche et promouvoir l'AIU.

EUROPE

Parmi les membres participants du Conseil d'administration issus du continent européen, la question de l'**autonomie institutionnelle** et les **principales réformes de l'ES** font essentiellement partie de leurs commentaires. Le **Prof. Thorens**, ancien Recteur, Université de Genève et Président honoraire de l'AIU, a indiqué qu'il existait « une forte tendance

à une plus grande autonomie institutionnelle à travers le monde. À l'Université de Genève par exemple, le Parlement suisse a récemment accepté d'accorder une plus grande autonomie à l'université ». Le **Prof. Bladh**, Rectrice, Université de Kalmar, Suède, a exprimé son approbation et souligné que « les conséquences d'une plus grande autonomie institutionnelle pour la liberté académique doivent être prises en compte dans la mesure où les relations avec les acteurs externes se sont intensifiées ». En Suède, une proposition récente d'une commission gouvernementale a mis à l'ordre du jour la question d'une autonomie institutionnelle accrue.

Le Prof. Bladh a également évoqué la manière dont la **réforme et la restructuration des programmes** à grande échelle est mise en œuvre partout dans le monde, pas seulement en Europe ; elle a considéré qu'il était particulièrement intéressant de continuer d'adopter une perspective plus large sur ces changements. Le **Prof. Pol**, Vice-présidente, Université Paris Est-Val de Marne, France, a indiqué que la réforme de l'ES était également en cours en France et que l'accent portait en particulier sur la nouvelle loi sur l'autonomie ainsi que sur **les fusions et le développement des alliances stratégiques** (vous trouverez davantage d'informations sur la création des pôles de recherche, que l'on appelle PRES, à la page 12).

Le **Prof. Baydar**, Recteur, Université Suleyman Demirel, Turquie a fortement encouragé à la fois l'ES et l'AIU à se concentrer sur l'avenir et débattre du **futur rôle des universités**. En tant que nouveau Président du Comité de développement des adhésions de l'AIU, il a proposé de renforcer les adhésions à l'AIU en Turquie.

Le **Prof. Pumputis**, Recteur, Université Mykolas Romeris, Lituanie, a souligné l'importance **des débats internationaux**, comme ceux organisés par l'AIU, sur le présent et l'avenir de l'enseignement supérieur, ainsi que les impacts positifs que ceux-ci ont eu sur l'enseignement supérieur à la fois dans son pays et dans sa propre université.

Dossier thématique :

LES FUSIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



La fusion des universités – Une initiative ascendante entreprise en Suède

Par Agneta Ch. Bladh*

Contexte suédois

Le système d'enseignement supérieur suédois a été entièrement réorganisé il y a trente ans. Tous les établissements d'enseignement tertiaire ont été

regroupés au sein d'un même système officiel et plusieurs nouveaux établissements ont été créés. Ces nouveaux établissements se sont développés, en particulier dans les années 1990, suite à une expansion considérable du nombre d'étudiants. Certains ont été par la suite transformés en universités et certains se sont vus décerner le droit de proposer des doctorats dans des domaines spécifiques. Parmi

* Recteur, Université de Kalmar, Suède, Membre du conseil d'administration de l'AIU

ces établissements, on compte l'Institut de Technologie de Blekinge, l'Université de Kalmar et l'Université Växjö.

L'expansion rapide du secteur de l'enseignement supérieur en Suède, associée à un système de financement fortement dépendant des préférences des étudiants, a entraîné une concurrence accrue parmi les étudiants au sein de l'ensemble des EES. En outre, en Suède, près de la moitié de l'intégralité du financement de la recherche destinée aux EES est indirecte et basée sur une procédure d'évaluation de la qualité conduite par des organismes de financement de la recherche. On observe donc également une forte concurrence en ce qui concerne le financement de la recherche.

La collaboration conduit à la fusion institutionnelle

Tous trois situés dans la même région du pays, l'Institut de Technologie de Blekinge, l'Université de Kalmar et l'Université Växjö, dont la recherche était respectivement axée sur les sciences de l'ingénierie, les sciences naturelles et les sciences humaines et sociales, ont conduit indépendamment des évaluations similaires de la situation de la concurrence concernant les étudiants et les crédits affectés à la recherche. Les trois établissements ont donc décidé de former une alliance de trois ans (2006-2008) avec comme objectifs de renforcer la qualité de la formation universitaire de deuxième cycle, augmenter le financement destiné à la recherche et faire en sorte que la gestion soit plus efficace. Les conditions préalables à la collaboration ont été très bonnes pour autant que l'orientation des établissements était complémentaire. Cependant, en ce qui concerne la formation universitaire de deuxième cycle, les établissements se sont retrouvés en concurrence, proposant des programmes et des diplômes similaires.

L'un des principaux objectifs initiaux de l'alliance a été de décider de la manière dont la collaboration devait prendre forme à l'avenir. Plusieurs commissions mixtes ont ainsi soumis leurs propositions et certains obstacles formels ont fait surface. L'impossibilité de décerner des diplômes communs et les problèmes associés aux établissements possédant des conseils du département communs ont constitué deux de ces obstacles.

Cependant, après une analyse interne approfondie conduite dans chaque établissement, et sous la houlette des chefs d'établissements, des décisions ont été prises en ce qui concerne l'avenir. Deux établissements, l'Université de Kalmar et l'Université Växjö, ont décidé de fusionner ; le troisième, l'Institut de Technologie de Blekinge, a décidé de demeurer un établissement indépendant.

En juin 2008, deux ans et demi après avoir initié l'alliance, le gouvernement suédois a reçu une candidature commune des deux établissements ayant fusionné, en vue d'établir l'**Université Linnaeus** en janvier 2010. Trois mois plus tard, le gouvernement suédois a accordé la formation de la nouvelle université.

Les deux établissements ayant fusionné ont eux-mêmes accepté de se charger de la phase préparatoire précédant la création de la nouvelle université. À ce jour, l'organisation de la fusion a été initiée et soutenue par la création d'un site Internet ; une équipe dirigeante a été formée ; un groupe stratégique et un groupe de doyens se sont rencontrés à plusieurs reprises.

Le corps enseignant des deux établissements impliqués dans des programmes éducatifs similaires et dans la recherche, se sont rencontrés pour élaborer des programmes de cours et de recherche communs. Par ailleurs, au début de l'année 2009, un groupe proposera une structure organisationnelle pour la nouvelle université en ce qui concerne les départements et les conseils du département, et un autre groupe organise actuellement la nouvelle structure administrative. En décembre 2008, le gouvernement suédois décidera du cadre de prise de décision provisoire à adopter pour la nouvelle université, dans l'attente de son lancement en janvier 2010.

Expérience acquise

En Suède, le gouvernement a encouragé l'approche ascendante, confiant par conséquent aux établissements impliqués la mission de conduire le processus de prise de décision étape par étape. Nous avons vu qu'une approche ascendante comportait plusieurs avantages, notamment l'appropriation par l'établissement, à savoir l'administration et le personnel, du calendrier et du processus en tant que tel jusqu'à la décision d'une fusion (et même après, jusqu'à un certain degré) ainsi que le contrôle interne du processus de communication. Nous avons également constaté qu'une relation ouverte et honnête entre les chefs d'établissement, de même qu'une continuité en termes de leadership, était un élément crucial au cours d'un processus ascendant. Par exemple, lorsque l'Institut de Technologie de Blekinge a modifié son leadership au cours de la seconde année d'alliance, l'établissement a retiré sa participation.

Le processus qui conduit à la décision de fusionner pose à la fois un problème interne et externe. **Au niveau interne, le corps enseignant et les étudiants doivent adopter la vision qui justifie la fusion, et au niveau externe, les partenaires locaux et régionaux, fiers de l'éclosion d'une jeune université à proximité, doivent également adopter la vision envisagée pour l'avenir.** Nous avons observé que la formation d'une université composée de deux campus représentait une aide précieuse en vue de recevoir ce soutien.

Nous avons également constaté qu'il existait certaines conditions préalables pour que des processus de fusion ascendants se concrétisent. Par exemple :

- 1) La vision de l'avenir et les possibilités de changement doivent être partagées par les établissements concernés.
- 2) Durant le processus, conserver le même leadership est un avantage.
- 3) La confiance entre les chefs des établissements impliqués doit être mutuelle.
- 4) La fusion doit être largement soutenue au sein des établissements, notamment de la part des étudiants.
- 5) Le soutien aux niveaux local, régional et politique ainsi que l'appui des entreprises régionales facilitent le processus.
- 6) Le nom du nouvel établissement est crucial. Un nouveau nom, reconnu par l'ensemble des parties concernées à un stade précoce, est fortement recommandé.

À l'heure actuelle, le processus de fusion décrit ci-dessus est simplement à sa phase d'« ascension ». Nous sommes actuellement dans l'attente des directives du gouvernement, avant d'envisager la création effective de l'**Université Linnaeus**.



Fusions institutionnelles dans l'enseignement supérieur chinois : un mariage arrangé ?

par Rui Yang*

La fusion institutionnelle est une forme de changement organisationnel radical. La fusion dans l'enseignement supérieur se réfère à une série de dispositions par lesquelles deux voire davantage d'établissements d'enseignement supérieur participants s'allient pour former une nouvelle organisation unique. Ce phénomène a été important dans le développement

de l'enseignement supérieur et devient actuellement de plus en plus commun dans un grand nombre de systèmes d'enseignement supérieur à travers le monde. Comme c'est le cas dans de nombreux pays, le gouvernement chinois a recouru aux fusions pour répondre aux problèmes liés à la fragmentation institutionnelle, au manque de viabilité financière et académique, au manque de qualité et d'efficacité, et pour établir des universités plus grandes et plus polyvalentes. (Harman, K. (2002). Le gouvernement chinois a joué un rôle important que ce soit pour initier ou encourager les fusions en offrant des avantages considérables incitant à la fusion, de façon à rationaliser son système d'enseignement supérieur.

La fusion dans l'enseignement supérieur chinois a débuté au niveau des établissements provinciaux en 1992 dans le cadre d'un programme de planification conduit par le gouvernement. De 1993 à 1997, des centaines d'établissements ont été impliqués aux côtés d'un nombre croissant d'établissements prestigieux. Le record a été atteint à la fin des années 1990 lorsque le gouvernement chinois a considérablement usé de son influence politique pour encourager les fusions dans l'enseignement supérieur. De 1999 à 2001, 40 fusions ont été concrétisées, ce qui signifie que 104 établissements ont été réorganisés en 40 établissements, impliquant quasiment tous les types d'établissements, des plus prestigieuses Universités de Pékin et de Tsinghua aux petits instituts locaux situés en bas de la hiérarchie du système. Un grand nombre de ces fusions ont été en partie involontaires dans le sens où les établissements ont choisi de fusionner du fait des pressions provoquées par les changements de politiques gouvernementales et, dans certains cas, à cause d'une décision imposée par le gouvernement. Les établissements individuels ont dû répondre aux changements de politiques gouvernementales. En mars 2004, on comptait 1 021 établissements impliqués, dont 382 nouveaux établissements, tandis que seulement deux établissements étaient impliqués au Tibet et 95 au Jiangsu.

Trois politiques nationales d'enseignement supérieur ont particulièrement contribué à la vague de fusions. La première a été le Projet 211 dont l'objectif était d'investir en priorité dans

100 établissements et/ou champs académiques sélectionnés en vue d'atteindre l'excellence conformément aux normes internationales. La seconde politique a été la réforme initiée par la Chine concernant la structure de son gouvernement national en 1998, qui a entraîné le transfert de juridiction d'un grand nombre d'établissements, qui sont passés de différents ministères à la tutelle du Ministère de l'Éducation ou de gouvernements locaux ou provinciaux. La plupart des établissements ont désespérément essayé d'être inclus dans le groupe d'élite sous la tutelle du Ministère de l'Éducation. L'une de leurs principales stratégies a consisté à fusionner avec d'autres établissements pour agrandir leur taille en vue d'être favorisés par le Ministère de l'Éducation. La troisième politique s'est concentrée sur la quête consistant à disposer d'universités de classe mondiale en Chine, ce qui a impliqué la plupart des universités les plus élitistes dans le processus de fusion.

Du point de vue du gouvernement, fusionner plusieurs établissements gratuits pour former une nouvelle université polyvalente a permis de rassembler les forces de différents établissements, tout en évitant dans le même temps les doublons inutiles et ceci a donc semblé être la façon la plus rentable pour atteindre l'objectif consistant à établir des universités de classe mondiale. Les établissements d'enseignement supérieur ont dû répondre à ces changements de politique gouvernementale, que ce soit pour survivre ou se développer. Étant donné le contexte de l'enseignement supérieur chinois dans les années 1990, les établissements les plus polyvalents avaient de plus grandes chances de protéger et d'augmenter leurs flux de financement que les établissements spécialisés qui demeuraient relativement vulnérables. Un grand nombre de plus petits établissements ont donc choisi de fusionner avec d'autres établissements pour augmenter leur chance de survie. Les établissements de plus grande taille ont également rejoint le processus de fusion pour diversifier et couvrir autant de matières que possible, en essayant d'attirer davantage de ressources de la part du gouvernement. Pour les universités de premier rang, l'initiative de classe mondiale a offert une occasion en or de demander davantage de financement au gouvernement pour les aider à atteindre l'excellence académique.

Les fusions ont profondément altéré les contours et les repères de l'enseignement supérieur chinois. Bien que la tempête se soit apaisée depuis 2001, il semble que les gouvernements et les établissements d'enseignement supérieur continueront d'avoir recours à la fusion comme moyen de faire face aux tensions et aux défis ayant donné naissance aux fusions. Dans le même temps, le débat autour des fusions des universités se poursuit depuis bientôt deux décennies. Au fil du temps, les propositions de fusions ont été soumises et ont fait l'objet de débats. En effet, certaines critiques ont été virulentes. Certains universitaires chinois ont qualifié une telle fusion d'envergure de « mariage arrangé ». Bien qu'il apparaisse évident aujourd'hui que la plupart des universités chinoises ont été trop préoccupées par leur

* Directeur et Professeur associé, Comparative Education Research Center, Université de Hong Kong. Rui Yang a publié de nombreux ouvrages sur la politique d'enseignement supérieur en Chine. (Contact : yangrui@hkucc.hku.hk).

propre situation, la pratique de la fusion s'est avérée en réalité controversée et conflictuelle, en particulier dans la mesure où la plupart des fusions n'ont pas réussi à concrétiser leur potentiel. Trop d'intérêts particuliers ont entraîné toute une série de problèmes allant du financement à l'incertitude concernant un nouveau leadership, en passant par le contrôle politique, le choix des disciplines et l'emplacement du campus pour les établissements ayant fait l'objet d'une fusion. La question est de savoir si cela permettra d'améliorer la qualité de l'enseignement.

References

- Harman, K. (2002) 'Merging Divergent Campus Cultures into Coherent Educational Communities : Challenges for Higher Education Leaders', *Higher Education*, 44 (1) : 91-114
- Liu, Dao-yu (6 décembre 2008) « Une analyse de la pensée habituelle relative au développement de l'enseignement supérieur chinois », extrait du 14 janvier 2008 de <http://www.chilicity.com/>



M&A : Marchés et Académie

par J. Durand *

L'acronyme M&A (Mergers & Acquisitions) est bien connu dans le monde de l'entreprise et est omniprésent dans l'époque turbulente que nous traversons, marquée par la crise financière mondiale. Les fusions et acquisitions impliquent des décisions stratégiques : survivre ou

disparaître, développer ou restructurer, entrer en concurrence ou collaborer, et ainsi de suite. Ces réalités concernent-elles la vie universitaire ? Probablement bien plus que ne le laisse entendre la traditionnelle vision de la « tour d'ivoire ».

Dans un grand nombre de pays comme la Finlande, les Pays-Bas ou la France, l'État est le principal instigateur des fusions entre les universités et d'autres types d'établissements d'enseignement supérieur. En Amérique latine, la question est bien plus liée à la privatisation croissante du secteur de l'enseignement supérieur. De nombreuses études publiées par l'IESALC-UNESCO lors des dix dernières années présentent l'explosion du nombre d'établissements privés comme une réponse à la demande croissante d'une jeune population avide qui souhaite avoir accès à l'enseignement supérieur, de même que l'augmentation du nombre d'étudiants « non traditionnels ».

Conformément aux volontés d'institutions multilatérales comme la Banque mondiale, l'État abandonne le contrôle de nombreux secteurs. Dans nombre de pays d'Amérique latine, ceci entraîne le processus de privatisation, et parfois une commercialisation marquée, de l'enseignement supérieur. Il existe un grand nombre d'établissements privés sérieux et prestigieux dans la région, avec d'admirables aspirations académiques, mais je souhaiterais examiner plus précisément certains développements récents afin d'encourager et d'ouvrir le débat.

Le Mexique pourrait être un modèle. Il est en effet possible d'« acheter » les universités comme le déclare cette publicité mise en ligne sur Internet : « Je suis intéressé par l'achat d'universités dont les effectifs sont inférieurs à 1 000 étudiants » (Cf. : <http://bexatec.itesm.mx/forums/showthread.php?p=6232>, consulté le 1/01/2009). En 2004, Sylvan Learning, Inc., devenu désormais Laureate Education, Inc., a acheté la Universidad del Valle de México (UVM). S'agissant

d'un investissement étranger, l'acquisition avait dû être autorisée par un organisme de réglementation. En dernier lieu, l'entreprise informa les autorités du NASDAQ au sujet de l'opération, et un paiement de 49,9 millions USD fut effectué pour une participation de 80% dans l'entreprise qui « exploite » l'université.

Apparemment, au Mexique et dans d'autres pays d'Amérique latine, le mécanisme en vigueur est une fiction juridique permettant d'aller au-delà du principe communément accepté selon lequel les universités doivent être des organisations à but non lucratif (ou des fondations ou des associations civiles). La pratique consiste à créer une entreprise commerciale qui fonctionne comme un « exploitant » de l'université. Les directeurs déclarent ensuite publiquement qu'il n'existe aucune interférence avec la dimension académique de l'université. Ceci révèle une conception très fragile de la nature et du fonctionnement d'une institution éducative (« Apetito de EU por universidades », par Sergio Otálora, 17/06/2004. www2.eluniversal.com.mx/pls/impreso/noticia.html?id_nota=112141&tabla=Nacion consulté le 1/01/2009).

Ces dernières années, la presse régionale a fait état de nombreuses acquisitions d'universités chiliennes (Universidad Andrés Bello, Universidad San Sebastián, etc.). On pouvait lire en titre dans l'un de ces journaux : « Gonzalo Vial Jr. achète la Universidad Aconcagua et la fusionne avec la U. Rancagua ». Il est en effet facile de trouver des références à des « businessmen de l'éducation » ou des entreprises commerciales similaires qui investissent dans l'activité hautement lucrative que représente l'enseignement supérieur (Diario financiero, 9/01/08. Cfr. <http://firgoa.usc.es/drupal/node/38338> (consulté le 4/01/09)).

Cela dit, parfois, le commerce ne prospère pas et la nature changeante des marchés perturbe la viabilité d'un établissement académique, laissant derrière soi un grand nombre d'individus brisés, des promesses non tenues et des fusions forcées. Ce fut le cas d'Unikuljis, université privée implantée en Bolivie qui ferma ses portes en 2006, se montrant incapable de rivaliser avec les 15 autres établissements présents dans la région. Parallèlement, en Argentine, la faillite d'une banque entraîna la crise financière qui conduisit par la suite à la fermeture de la Universidad Hebrea Argentina Bar Ilán. Les 800 étudiants de cet établissement ont dû trouver une nouvelle université

* Professeur titulaire et Directeur, School of Education, Universidad Austral, Buenos Aires, Argentine (JDurand@austral.edu.ar)



désireuse de les accueillir (« Dejan sin aulas a 800 alumnos », por Raquel San Martín, La Nación, 13/04/00. Consulté le 4/01/09, www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=12839).

Considérer la fusion des universités comme de simples opérations commerciales ou des décisions administratives pourrait être une simplification dangereuse. Des traditions et des cultures organisationnelles différentes peuvent être incompatibles et ainsi générer des conflits si des mécanismes de participation et des consultations élargies ne sont pas établis. La création à Buenos Aires de l'IUNA (Institut national des Beaux-arts) visant à regrouper de nombreuses universités indépendantes a bien incarné cette difficulté.

La liste pourrait être plus exhaustive mais il suffit de montrer la complexité résultant de l'expansion croissante de la logique de marché comme la justification ou les principaux critères qui orientent le système d'enseignement supérieur dans les pays d'Amérique latine. Néanmoins, plusieurs questions subsistent : l'intervention du gouvernement dans les fusions-acquisitions des universités est-elle nécessaire ? Les universités peuvent-elles avoir des « propriétaires » et être vendues comme des propriétés privées ? Peut-on admettre de faire la distinction entre communauté académique et « exploitant commercial » ? Est-il possible de reconnaître la légitimité des objectifs lucratifs des propriétaires d'établissements d'enseignement supérieur privés ?

Il n'existe que très peu de références explicites à ce type d'opérations dans la législation de l'enseignement supérieur en vigueur dans les pays d'Amérique latine. Il existe cependant quelques exemples. La législation péruvienne (n. 23.733, art. 5) détermine que la fusion des universités, ainsi que la création ou la suppression d'établissements, doit être approuvée par une loi votée par le Congrès.

Au sein de la communauté éducative, il semble imprudent de laisser les décisions aux mains de différentes parties prenantes au titre de la seule logique relative à l'analyse commerciale. Ces processus peuvent accroître le risque de perdre la diversité institutionnelle et conduire à une concentration des programmes proposés par les établissements. Les étudiants ne sont pas des « consommateurs » et n'ont pas à être traités comme les simples consommateurs d'un service privé. Les professeurs ne peuvent être considérés uniquement comme une main d'œuvre.

Si nous concevons l'enseignement supérieur comme un bien public visant à construire une société plus juste et plus inclusive, il est facile de comprendre le besoin de trouver des mécanismes appropriés en vue d'équilibrer les initiatives privées, de développer l'assurance qualité et de promouvoir le respect à l'égard de l'ensemble des membres de la communauté académique.



Trois, c'est trop – fusion d'une université australienne

par Rhonda Hawkins*

Dans le cadre des réformes sectorielles initiées dans le domaine de l'enseignement supérieur australien, l'Université de Western Sydney (UWS) a été créée en 1989 en tant que fédération multi-campus composée de trois collèges d'enseignement supérieur. Sa charte

législative reflétait alors de fortes aspirations communautaires pour une université située à l'ouest de Sydney, une région s'étendant sur 9 000 kilomètres carrés.

Les « Membres » constituants (anciens collègues) opéraient comme ils l'avaient toujours fait, bénéficiant de l'autorisation législative de gérer leurs propres affaires, avec une influence ou une responsabilité minimales vis-à-vis du « siège » de l'université. En conséquence, la gestion et le leadership de l'université étaient principalement caractérisés par la planification convenue et l'attribution de ressources, le maintien du statu quo et inévitablement le repli sur soi. Il devenait évident qu'un changement était nécessaire ; dès 1995, les fissures au sein de la fédération étaient apparentes. Le personnel universitaire travaillant au sein de l'établissement était davantage replié sur lui-même et il était souvent plus facile de travailler avec une autre université qu'avec des collègues de l'UWS.

En 1998, un nouveau Vice-chancelier eut pour mission de répondre aux clivages interinstitutionnels de sorte que l'université puisse réaliser son objectif dans la région. Pour la première fois, le personnel pouvait remettre en cause ce que nous avions accompli, la manière dont nous l'avions accompli et la raison pour laquelle nous n'avions pas accompli davantage en tant qu'institution collective.

L'approche de l'époque fut synthétisée par Burton Clark (Creating Entrepreneurial Universities: Organizational Pathways of Transformation, IAU Issues in Higher Education, IAU Palgrave 1998) qui écrit : « la complexité et l'incertitude étant aujourd'hui devenues endémiques, personne ne sait avec certitude ce que le 21^{ème} siècle réserve aux universités. Comment procéder dans ces conditions ? Une réponse se détache : l'apprentissage par l'expérience, étape par étape. Nous avons besoin d'une expérimentation élargie qui examine les différentes façons de s'engager dans le futur. »

Le processus débuta modestement en 1998 avec des discussions portant sur le partage des services et une vision pour l'université dans son ensemble. Dans le cadre de la rubrique Agenda 2000, un ensemble de 28 projets fut élaboré et les membres du personnel entamèrent les premières discussions sur la façon dont ils pourraient mieux travailler de concert.

La réponse retentissante à ces questions fut que notre structure et notre fonctionnement manquaient cruellement de cohérence et reposaient sur des limites et des intérêts d'une autre époque. Il était clair que l'université ne récoltait

* Vice-chancelière adjointe – Stratégie des entreprises et services aux entreprises, University of Western Sydney, Australie

aucun bénéfice de sa taille globale et des forces spécifiques du nouveau secteur de l'enseignement supérieur australien qui comptait en son sein moins d'établissements mais des établissements de plus grande taille. Si l'UWS souhaitait rivaliser et prospérer dans cet environnement, elle devait changer.

À la fin de l'année 1999, le Conseil d'administration approuva la proposition de changement soumise par le Vice-chancelier, définissant les contours de l'avenir à l'intérieur desquels les Membres fusionneraient pour créer une université multi-campus unifiée avec une seule administration et une seule structure académique. Cette proposition exposait brièvement

- 1) Un projet visant à unifier l'UWS
- 2) Les principes fondateurs de la nouvelle UWS ; et
- 3) Le processus de mise en œuvre.

En 1998, l'UWS était considérée comme un établissement à risque d'un point de vue financier. Bien que la fusion fit économiser 10 millions USD chaque année, les raisons de cette fusion n'étaient pas uniquement financières. En 1999, la fusion n'était pas non plus la conséquence des réformes gouvernementales. La fusion résultait du fait que la structure fédérée n'était plus cohérente et s'opposait à une stratégie déterminée et unificatrice, aux notions de créativité et de collaboration ainsi qu'aux efficacités nécessaires en vue de soutenir la croissance future de l'université.

Au sein de la structure académique, on comptait 56 unités académiques qui avaient été souvent en concurrence les unes par rapport aux autres et qui ne s'étaient pas alliées de façon effective dans le développement de l'enseignement ou de la recherche.

Étant donné les états d'âme des membres du personnel académique à l'égard de leurs disciplines, l'université estimait qu'il était important que ces derniers établissent les groupements académiques qui seraient mis en pratique dans la fusion. Cette approche devait être un processus ascendant équilibré et axé sur la gestion. Ceci conduisit à la création de 22 écoles établies au sein de quatre collèges. En 2008, le nombre d'écoles est passé à 17 et le nombre de collèges à trois.

Bien qu'inexpérimentées, les écoles se sont immédiatement investies dans la tâche urgente consistant à examiner et refaçonner la multitude de programmes en un programme académique cohérent et intégré. En conséquence, le nombre de matières disponibles a été réduit pour passer de 3 808 à 1 787.

Le processus a fortement miné la bonne volonté et l'énergie du personnel qui se lassait du rythme et de la complexité du changement. Les transformations et les délais associés ont été ininterrompus et beaucoup de membres du personnel ont eu le sentiment d'avoir perdu des réseaux familiers d'amitié, de partage d'informations et de collégialité. Ces éléments constituent le tissu social d'un établissement et certains ont été profondément marqués par ces sentiments de perte.

En 2008, plus de huit ans après la première approbation de la fusion, l'UWS est un établissement plus solide. L'Université connaît une réussite croissante, comme le démontrent les tendances d'amélioration enregistrées dans la quasi-totalité

des indicateurs de performance. **L'impact de la fusion sur la réussite et la réputation de l'université est inestimable.**

Il ne fait aucun doute que notre capacité à appréhender et résister à la politique nationale et au paysage du financement en perpétuel changement est directement attribuable à cette réforme structurelle.

Qu'avons-nous appris ? Notre réponse à cette question est en constante évolution mais certains enseignements apparaissent déjà clairement :

- 1) Le plan et les raisons justifiant la fusion doivent être bien argumentés. Les gens soutiendront ce qui est entrepris si on le leur a expliqué et s'ils y voient une motivation et qu'ils comprennent le processus permettant d'atteindre ce qui est prévu.
- 2) Une communication à tous les niveaux, à la fois régulière et honnête, constitue un élément vital. En vue d'engager le personnel, les étudiants et la communauté dans le processus, ces derniers doivent savoir ce qui est prévu et ce qui est entrepris. De surcroît, les messages doivent être réguliers, honnêtes et ouverts.
- 3) Les instigateurs du changement jouent un rôle capital dans la mise en œuvre des principales transformations structurelles ou culturelles. Les véritables avancées n'ont été observées qu'à partir du moment où la nouvelle équipe d'encadrement supérieur était en poste.
- 4) Des ressources doivent être mobilisées pour que le changement s'opère : il peut s'agir d'une équipe de gestion de projets spécialisée ou de membres du personnel détachés chargés de se concentrer sur la fusion. Lorsque ce point est occulté, les personnes impliquées se retrouvent dans une situation bancal où ils sont contraints d'assumer leurs rôles opérationnels tout en essayant d'introduire une nouvelle structure. Cette situation n'est pas viable.
- 5) Il est vital de veiller à ce que le processus de changement soit solide et sa communication effective. Un processus bien élaboré supprimera les problèmes de parti pris, le manque de transparence, les préoccupations concernant l'impact du changement tout en assurant un point d'ancrage permettant de soulever certaines remarques et préoccupations.
- 6) Le changement structurel représente un élément de la fusion. Le changement culturel constitue un élément tout aussi important. Toute structure peut être amenée à fonctionner si les personnes impliquées le souhaitent. À l'inverse, la meilleure des structures vacillera en l'absence de soutien. Le changement culturel prend du temps et s'envisage en années et non en mois.

Le changement est omniprésent : le changement structurel se produira assez rapidement en termes organisationnels, mais le changement culturel et la capacité de l'université à épouser la nouvelle forme institutionnelle prendra plus de temps et nécessite un programme de changement bien argumenté, constant et réfléchi. L'expérience de l'université montre qu'appréhender le changement en se basant sur des preuves, être ouvert aux possibilités et être conscient de l'impact sur les individus permettra à la fusion d'atteindre ses objectifs.



Fusions institutionnelles en Afrique du Sud

par Martin Hall*

Le concept de fusions institutionnelles a une résonance particulière en Afrique du Sud. Entre 2000, date à laquelle une commission nationale a présenté un rapport sur l'état du système d'enseignement supérieur public du pays, et 2006, les trente-six universités

et instituts techniques sud africains ont été fusionnées et unifiées par décret législatif pour créer le système actuel composé de vingt-trois universités, instituts universitaires de technologie et universités polyvalentes (anciennes universités et anciens instituts techniques combinés). Comme on pouvait s'y attendre, cette restructuration nationale, réalisée grâce à ces fusions, a été controversée et souvent contestée. On ne sait toujours pas quels ont été les bénéfices d'une telle initiative ni quel en a été le coût global. Compte tenu de ces antécédents, il est peu probable qu'une université sud-africaine, quelle qu'elle soit, décide de privilégier dans un futur proche une fusion volontaire même pour des raisons stratégiques.

En dépit de la polémique qui a accompagné le processus de fusion, il ne faisait aucun doute que quelque chose devait être entrepris au niveau du système d'enseignement supérieur préexistant en 1994. À la fin des années 1980, le système d'enseignement supérieur sud-africain était l'un des plus atypiques au monde : conceptuellement, le système était divisé en quatre systèmes parallèles séparés par race ; la gouvernance variait entre les universités « blanches » autonomes et les « bush colleges » réservés aux étudiants noirs – miroir des administrations gouvernementales mais phénomène extrêmement inégal quant aux taux de participation des étudiants soit 'blancs', soit 'noirs'. Un régime foncier et des zones résidentielles 'racialisés' ont généré la création de campus fragmentés et inefficaces, caractérisés par des inégalités en termes d'accès et de qualité des services, empêchant tout alignement avec le développement des compétences nationales, la recherche et l'innovation, ou les stratégies de développement économique. Ce système ne pouvait être réformé de façon progressive et le Plan national 2000 pour l'enseignement supérieur était, à cet égard, une proposition audacieuse visant une restructuration globale par fusions et incorporations.

Rétrospectivement, après presque une décennie, on peut évaluer ce qui a fonctionné ou non, et identifier certains des avantages et certaines conséquences pour le long terme. Premièrement, les principaux défis liés à la gouvernance étaient ceux générés par l'intégration de systèmes clés : les technologies de l'information et de la communication, les systèmes de ressources humaines et de personnel, les structures des programmes académiques et les systèmes de frais d'inscription des étudiants. Dans la mesure où beaucoup d'établissements tenus de fusionner avaient été

inégalement pourvus en termes de ressources, ces systèmes étaient en soi inégaux et souvent incompatibles. Ceci a entraîné de fortes augmentations des coûts d'exploitation, dans la mesure où les solutions de fusions basées sur les plus hauts dénominateurs communs dans des domaines comme les coûts d'exploitation et les salaires du personnel, ont empêché l'augmentation des frais d'inscription des étudiants et entraîné le sous-financement chronique par le gouvernement, en particulier en ce qui concerne les fonds de capital. En conséquence, les fusions se sont avérées, dans la quasi-totalité des cas, à la fois traumatisantes et exigeantes.

Deuxièmement, et malgré la présentation du processus de fusion comme un défi essentiellement politique et technique, certains problèmes politiques clés ont émergé, à la fois au niveau national et au sein des tout nouveaux établissements. Là où les décisions sur les fusions étaient des solutions politiques, elles ont entraînés souvent la perte des valeurs en termes d'enseignement et de recherche. D'autres fusions sont liées au paysage politique sud-africain actuellement en pleine mutation. Au niveau institutionnel, plusieurs nouvelles universités ont opté pour des solutions de type fédéral et des politiques linguistiques segmentées qui, aujourd'hui, sont dénoncées comme un prolongement des divisions de l'apartheid, alors que d'autres universités ont choisi de nouvelles cultures institutionnelles, qui se révéleront peut-être plus durables sur le long terme.

Troisièmement, point positif, le processus de fusion post-2000 a entraîné la création de plusieurs nouvelles grandes universités urbaines qui réalisent actuellement des progrès considérables dans certains domaines de l'enseignement et de la recherche et qui pourraient venir ébranler la prétention démesurée des plus anciens établissements, en grande partie non concernés par les processus de fusion.

Étant donné la complexité de ces expériences récentes, il semble peu probable qu'une université sud-africaine, quelle qu'elle soit, décide d'opter dans un futur proche pour une fusion volontaire et stratégique. Ceci pourrait s'avérer regrettable. Les principaux défis de l'enseignement supérieur sud-africain sont d'accroître la participation des étudiants (toujours faible comparée aux autres pays à revenu moyen et exacerbée par les inégalités extrêmes en termes de revenus des ménages et de richesse) et de devenir plus compétitif sur la scène internationale en termes de recherche, d'innovation et de qualifications de haut niveau. Ces deux défis sont difficiles à harmoniser d'un établissement à l'autre, et les établissements ayant récemment fusionné sont de plus en plus différenciés en termes de résultats de recherche, de taux de réussite et de qualité, même de frais d'inscription. D'un point de vue stratégique, les universités auraient intérêt à augmenter leur efficacité en fusionnant, que ce soit pour une intégration sociale accrue ou pour obtenir de meilleurs résultats de recherche. Néanmoins, étant donné le passé récent, il semble peu probable que de telles propositions soient adoptées par des campus sud-africains souvent surpeuplés.

* Centre for Leadership and Public Values, Graduate School of Business, Université du Cap, Vice-chancelier désigné, Université de Salford (Martin.Hall@gsbu.ct.ac.za.)



Fusions des universités en Flandre

par Ann Verreth*,
Rosette S'Jegers**
et Robert Hoogewijs***

Point de départ

En Flandre, deux organisations ont été créées en vue de représenter les établissements d'enseignement supérieur flamands : le Conseil interuniversitaire flamand (VLIR) et le Conseil des instituts supérieurs flamands (VLHORA). Ces deux organisations jouent le rôle de groupe de réflexion et d'organe consultatif officiels des universités et instituts supérieurs, et conseillent le gouvernement flamand sur tous les aspects politiques impliquant l'enseignement supérieur. À l'évidence, ces deux organisations se caractérisent par un chevauchement de leurs activités et de leurs objectifs. Néanmoins, jusqu'à aujourd'hui, ces organisations opéraient plutôt indépendamment l'une de l'autre.

Le VLIR a été fondé en 1976 en vue d'améliorer les relations et la coopération entre les universités flamandes. Le VLHORA a été créé plus récemment en 1996 avec une mission similaire pour les instituts supérieurs. Depuis le début, ces institutions défendent les intérêts des instituts d'enseignement supérieur. En raison de leur efficacité, ces organisations sont vite devenues des organes consultatifs indispensables dans le domaine de l'éducation en Flandre. En conséquence, les négociations avec les autorités officielles responsables de l'éducation sont de plus en plus significatives.

À partir de 2004, les universités et les instituts supérieurs ont commencé à collaborer par le biais d'une nouvelle structure de collaboration appelée association. Par définition, ceci implique qu'une université et plusieurs instituts supérieurs allient leurs forces sur des sujets clés tels que les stratégies à long terme et l'assurance qualité. Cette réforme organisationnelle initiée dans l'enseignement supérieur flamand renforce par là même la coopération entre les organisations de coordination. Des thèmes centraux liés aux entreprises, tels que la politique de l'éducation et de la recherche deviennent aujourd'hui une préoccupation mutuelle pour les universités et les instituts supérieurs.

Cette réforme s'accompagne d'une pression grandissante émanant du Ministère de l'Éducation qui souhaite obtenir une réponse plus cohérente de la part du VLIR et du VLHORA. Aujourd'hui, des mesures sont prises afin d'obtenir une coopération plus étroite. Dans les années à venir, ces efforts pourraient se traduire par une fusion institutionnelle.

Fusionner ou ne pas fusionner

Ces dernières années, le secteur de l'enseignement supérieur flamand a été considérablement modifié et se trouvera

continuellement confronté à un climat de transformation dans les années à venir. En 2006-2007, une équipe d'intégration et un bureau conjoint ont été créés en vue de regrouper les deux organisations en une seule structure de coordination de façon progressive et systématique d'ici à 2013. D'ici là, le développement de la structure Licence-Master et de ce que l'on appelle le processus d'« académisation » (Faire en sorte que l'éducation universitaire dispensé dans les instituts supérieurs soit davantage orienté vers la recherche et enseigner aux étudiants des compétences de recherche précises) devrait être achevé. Les avantages de cette initiative sont évidents.

Les deux organisations de coordination attirent un personnel hautement qualifié ayant des profils similaires et partageant des intérêts et des expériences comparables. La répartition de ces membres du personnel au sein d'une organisation commune générerait un potentiel global en capital humain qui dépasserait la somme des ressources dans les organisations individuelles. Ceci permet également une mise en synergie des activités parallèles en ce qui concerne la planification des activités. Cette transition s'avérera certainement être un avantage considérable dans la mesure où les organisations pourront se concentrer sur des questions prioritaires, tout en pouvant élargir l'étendue de leurs activités.

Une organisation de coordination intégrée englobe l'éventail complet des programmes professionnels et académiques émanant des trois angles de l'enseignement supérieur (Licence/Master/Doctorat). En matière de recherche, ceci représente une continuité conjuguant à la fois recherche fondamentale, recherche appliquée et recherche liée à des projets, notamment le transfert de connaissances inhérent à ces activités. L'impact externe le plus important que ceci pourrait générer est indéniable. Le processus d'intégration ne devrait pas porter atteinte aux valeurs individuelles des partenaires mais permettre le développement de leurs réalisations et de leurs qualités au sein de la nouvelle organisation.

Qu'avons-nous appris aujourd'hui ?

Le VLIR et le VLHORA sont officiellement reconnus comme les organes consultatifs spécialisés dans la politique de l'enseignement supérieur et ont, en tant que tels, une grande responsabilité. Le Ministère de l'Éducation est convaincu que la fusion des deux organisations de coordination améliorera considérablement l'efficacité de l'enseignement supérieur flamand.

Le Conseil des universités et des instituts supérieurs flamands encouragera une coopération approfondie entre tous les établissements d'enseignement supérieurs flamands.

* Ann Verreth, Secrétaire générale du VLHORA ; ** Rosette S'Jegers, Directrice générale du VLIR ; *** Robert Hoogewijs, Président du VLHORA, Belgique



Cette coopération s'appliquera à tous les aspects de l'enseignement supérieur : éducation, recherche, assurance qualité, régulation, coordination, services aux étudiants, et ainsi de suite. La nouvelle organisation continuera d'assurer son rôle consultatif. L'objectif ultime consiste à ce que les membres soient plus en phase les uns avec les autres. Ce mécanisme créera en fin de compte de meilleures conditions de fonctionnement pour tous les établissements d'enseignement supérieur.

Pour que la fusion fonctionne, plusieurs facteurs clés sont à prendre en compte. Le facteur le plus important est de créer un climat de reconnaissance de la valeur ajoutée globale produite par une fusion. En outre, un consensus plus solide est nécessaire entre l'ensemble des parties prenantes : le gouvernement, les universités et les instituts supérieurs ne peuvent plus justifier une approche incohérente concernant les défis rencontrés dans le secteur de l'enseignement supérieur flamand et européen.

La « Excellence Initiative » – Allemagne

La « Excellence Initiative » est une initiative approuvée par l'État allemand et le gouvernement fédéral dont l'objectif est de faire de l'Allemagne un pays de recherche plus attrayant et plus compétitif au niveau international. Sous la direction conjointe de l'Agence de moyens pour la recherche allemande (DFG – *Deutsche Forschungsgemeinschaft*) et le Conseil scientifique allemand, les deux organismes déboursent un montant total de 1,9 milliards d'Euros entre 2006 et 2011 pour les trois domaines de l'initiative :

- Les écoles doctorales visent à promouvoir les jeunes scientifiques – en dispensant une formation en recherche structurée qui intègre les « instituts de recherche non universitaires » ;
- Les clusters d'excellence visent à promouvoir la recherche de haut niveau – « en améliorant les réseaux et la coopération scientifiques entre les instituts de recherche dans la région (instituts de recherche non universitaires, industrie) » ;
- Les stratégies institutionnelles visent à promouvoir la

recherche universitaire de haut niveau – « en renforçant les départements et les structures individuels » et en développant de nouvelles institutions et de nouvelles mesures ».

De telles politiques de financement ont eu un impact sur le développement structurel des universités du pays et suite aux décisions de financement annoncées en octobre 2006 et octobre 2007, l'Allemagne compte aujourd'hui 39 écoles doctorales, 37 clusters d'excellence et 9 stratégies institutionnelles en vue de promouvoir le financement de la recherche universitaire de haut niveau.

La 'Excellence Initiative' a également facilité par exemple la fondation de l'Institut technologique de Karlsruhe (KIT), à travers la fusion de l'Université de Karlsruhe et le Centre de recherche de Karlsruhe. Le KIT est fondé sur le modèle du Massachusetts Institute of Technology (MIT), USA.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site Internet suivant : http://www.dfg.de/en/research_funding/ordinated_programmes/excellence_initiative

Les pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) : de nouveaux espaces de coopération pour un paysage universitaire français en plein changement

Créés dans le cadre de la loi de programme sur la recherche en 2006, 12 PRES répartis sur l'ensemble du territoire ont été habilités à ce jour par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Bien que tous d'organisation très différente, ces pôles visent un même objectif général : améliorer la lisibilité et l'attractivité internationale de l'enseignement supérieur français en regroupant les forces de recherche et d'enseignement des universités mais aussi des écoles et des organismes de recherche. Ainsi par exemple le PRES Université Paris Est, structuré en un établissement public de coopération scientifique (EPCS) localisé sur deux sites de l'Est parisien : Créteil et la Cité Descartes à Marne la Vallée, comprend-il parmi ses membres fondateurs, deux universités (Paris12-Val de marne et Marne la Vallée, deux écoles d'ingénieur (l'Ecole des Ponts et Chaussées et l'ESIEE), le laboratoire central des Ponts et Chaussées) et des membres associés, l'Ecole d'Architecture, l'Institut National de l'Audiovisuel et l'INRETS (Institut National de la recherche sur les transports) 1.

Les principales compétences de ces nouveaux pôles sont centrées d'une part, sur les **formations doctorales et la**

recherche (signature commune des publications, mise en place d'écoles et de collèges doctoraux communs, délivrance du doctorat) et d'autre part, sur des actions de mutualisation de services (recherche partenariale et valorisation de la recherche, développement international, insertion professionnelle).

Si la délégation de compétences aux PRES s'accompagne d'un transfert de moyens humains et financiers de la part des établissements membres, la recherche de financements propres, le plus souvent à travers la création de fondations, répond aux logiques économiques d'efficacité, organisationnelles d'autonomie, académique et scientifique d'excellence. Autant **d'orientations guidées par la dynamique concurrentielle** qui caractérise l'enseignement supérieur dans le monde entier depuis cette dernière décennie.

Pour plus d'information, voir site du Ministère de l'éducation français (cf. <http://media.education.gouv.fr/file/92/8/6928.pdf>)

Contact : Prof. Patricia Pol, Vice-présidente pour le développement international de l'Université Paris-Est, Université Paris 12 – Val de Marne, France (patricia.pol@univ-paris-est.fr)

ACTIVITÉS DE L'AIU

3^{ème} Enquête mondiale AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur

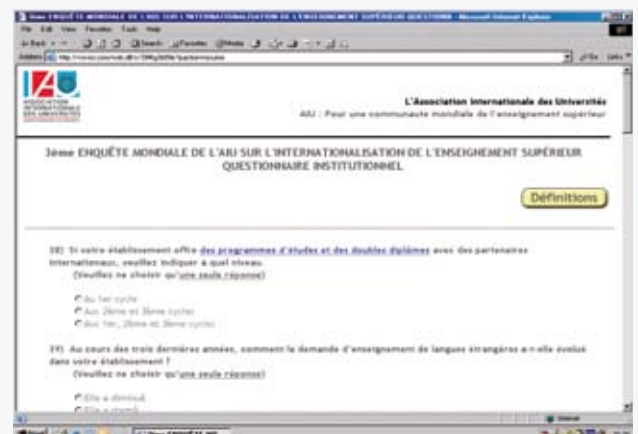
L'AIU lance sa 3^{ème} enquête mondiale sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Une fois encore, cette enquête collectera des données pour permettre à l'AIU de suivre et d'analyser les politiques, les pratiques, les tendances et les développements dans le domaine de l'internationalisation de l'enseignement supérieur en sollicitant des informations auprès d'établissements d'enseignement supérieur (EES) et d'associations nationales d'universités à travers le monde.

Les leaders d'établissements d'enseignement supérieur, les membres du corps enseignant, les chercheurs et les étudiants ainsi que les responsables politiques et les planificateurs de l'éducation sont de plus en plus intéressés par les approches et les modèles d'internationalisation ainsi que par les questions liées aux risques, aux avantages et aux défis futurs.

La 3^{ème} enquête mondiale fait suite à deux autres enquêtes conduites par l'AIU respectivement en 2003 et 2005. L'enquête mondiale 2005 a recueilli des réponses d'EES dans plus de 95 pays et débouché sur un rapport intitulé *Internationalisation de l'enseignement supérieur : nouvelles orientations, nouveaux défis*, rédigé par Dr. Jane Knight et largement diffusé à travers le monde. Certaines sections importantes du rapport sont disponibles en ligne sur les pages Internet Internationalisation.

Avec la 3^{ème} enquête mondiale, l'AIU a pour objectif d'obtenir un taux global de réponses beaucoup plus élevé et de conserver les nombreux pays ayant soumis des questionnaires au cours de la précédente enquête. Ceci permettrait à l'AIU de présenter un aperçu encore plus complet des tendances à l'échelle mondiale en termes de stratégies et d'activités liées à l'internationalisation ainsi que la manière selon laquelle les EES s'organisent pour atteindre leurs objectifs. Collecter de telles informations sera très utile pour les responsables politiques aux niveaux institutionnel et régional lors du développement de leurs projets d'internationalisation. La 3^{ème} enquête mondiale est également conçue pour regrouper les thèmes et les questions similaires à ceux des deux autres enquêtes, permettant une comparaison longitudinale unique de la nature changeante de l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

L'élaboration des questionnaires 2009 a bénéficié de la participation active des experts du Groupe de travail *Internationalisation*, sous la direction du Dr. Green (ACE et Vice présidente de l'AIU) et des recommandations d'un groupe d'universités pilotes qui ont testé les questionnaires



institutionnels. Les commentaires reçus ont permis d'améliorer et de finaliser les questionnaires.

Afin d'augmenter le taux de réponses, les répondants peuvent désormais compléter le questionnaire en ligne ou sur document imprimé et répondre en utilisant l'une des cinq langues proposées, à savoir l'anglais, le français, l'espagnol, le chinois et l'arabe ! Le questionnaire développé pour les associations est quant à lui disponible en anglais et en français.

Comme pour l'enquête organisée en 2005, l'AIU invite tous ses établissements membres et plus de 3 000 autres EES situés dans un échantillon géographique représentatif, à répondre à l'enquête. L'ensemble des quelque 120 associations nationales d'universités seront également invitées à remplir le questionnaire élaboré pour elles.

L'AIU jouit d'une position unique pour conduire une enquête mondiale de ce type. **Les résultats rassembleront des informations précieuses sur la manière dont l'internationalisation de l'enseignement supérieur transforme les EES à travers le monde et la manière dont ce processus évolue avec le temps.** La qualité des résultats de l'enquête dépend cependant de la contribution des personnes interrogées. Nous encourageons donc vivement toutes les personnes qui reçoivent une invitation à prendre le temps de remplir le questionnaire de l'AIU.

Afin d'obtenir plus d'information sur les activités passées de l'AIU dans ce domaine – Déclarations de principe, rapports, et information supplémentaires sur l'enquête en cours, merci de vous rendre sur les pages Internet AIU sur *l'Internationalisation* ou de contacter Ross Hudson, Chargé de Programmes, à l'adresse : Hudson.iau@unesco.org

Programme LEADHER de l'AIU

Date limite de soumission de projets 3^e compétition : 15 mai 2009

LANCÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS EN MAI 2007 avec l'objectif de s'appuyer sur la richesse de la diversité symbolisée par les 600 membres de l'Association, le **Programme de développement du leadership pour la réforme institutionnelle dans l'enseignement supérieur** (LEADHER) offre aux responsables et cadres administratifs des EES des opportunités de s'engager dans la collaboration Nord-Sud ou Sud-Sud en vue de développer et mettre en œuvre de nouvelles stratégies pour la réforme de leurs établissements en apprenant les uns des autres. Il s'agit d'un service unique offert aux Membres de l'AIU qui peuvent se voir attribuer de modestes subventions afin de soutenir leurs partenariats d'apprentissage et leur collaboration avec d'autres Membres de l'AIU.

La seconde édition de la compétition, qui s'est achevée en novembre, a généré une grande variété de propositions de la part des établissements membres de l'AIU. Conjointement avec la 73^{ème} réunion du Conseil d'administration de l'AIU, le Comité de sélection a été institué au début du mois de décembre et a évalué l'ensemble des propositions reçues. Les projets impliquant des collaborations Sud-Sud ou Nord-Sud ont été particulièrement encouragés. Les visites d'étude, qui conduiront les représentants institutionnels d'un établissement vers leur établissement partenaire, débiteront à l'été 2009. Les domaines de la réforme institutionnelle sur lesquelles porteront les projets sélectionnés sont la Planification, gestion et dissémination de la recherche, les Stratégies d'internationalisation, incluant la réforme des cursus et les activités transfrontalières et l'incorporation du développement durable dans la formation et gestion des campus.

Les Membres de plein droit de l'AIU sont invités à **soumettre leurs propositions** pour la **troisième édition de la compétition**. Les informations détaillées sur le programme, les domaines de réforme institutionnelle et les lignes directrices pour l'envoi des candidatures sont disponibles sur Internet. La date limite pour la soumission de propositions de projets est fixée au **15 mai 2009**.

Pour toute question ou clarification, veuillez contacter Ms Isabelle Devylder, Chargée de Programme, à l'adresse suivante : devylder.iau@unesco.org

Un projet LEADHER « sous les projecteurs » « Centre de compétences et d'orientation professionnelle – Itinéraire vers le marché du travail »

Projet mis en œuvre entre l'Université Albert-Ludwigs de Fribourg (Allemagne) et l'Université de Damas (Syrie)

Le projet LEADHER intitulé « Centre de compétences et d'orientation professionnelle – Itinéraire vers le marché du travail » avait pour objectif de démontrer que le développement d'un centre de compétences et d'orientation professionnelle au sein de l'Université de Damas permettrait aux étudiants et aux jeunes diplômés d'établir un plan de carrière mais également de développer leurs compétences en matière de gestion, afin qu'ils poursuivent leur carrière professionnelle au mieux compte tenu du marché du travail. Les expériences initiées en Europe et dans d'autres pays ont montré que ces centres contribuaient à combler l'écart entre l'université et le marché du travail. À l'heure actuelle, les universités syriennes ne sont pas dotées de tels centres, qui pourraient permettre de développer des capacités et des compétences personnelles mais aussi de soutenir l'emploi des jeunes diplômés.

Le marché du travail connaît actuellement un changement, et les offres d'emploi par rapport à la demande des diplômés ne se synchronisent pas facilement. Il ne fait aucun doute que le passage à une économie de marché ouverte en Syrie influencera considérablement les qualifications requises en termes d'emploi. Actuellement, un pourcentage significatif de diplômés issus du système de l'enseignement supérieur a pu trouver un emploi, mais pas nécessairement dans des domaines liés à leur formation. Harmoniser les profils des diplômés avec les besoins concrets et futurs du marché du travail, identifié comme un résultat stratégique du projet LEADHER « Centre de compétences et d'orientation professionnelle – Itinéraire vers le marché du travail », est donc considéré comme une étape importante dans le développement économique de la Syrie. Dans ce contexte, constituent également de sérieux problèmes non seulement le sous-emploi mais l'égalité entre les sexes sur le marché du travail. Le nombre croissant d'étudiantes inscrites dans des établissements d'enseignement supérieur ne s'est pas accompagné d'un impact similaire au niveau de l'emploi.

Les **objectifs des visites d'étude réciproques** effectuées à l'Université Albert-Ludwigs de Fribourg (Allemagne) et à l'Université de Damas (Syrie) **ont été d'organiser des ateliers communs dans les deux établissements afin de discuter**



Présentations en séminaire dans le cadre de ce projet LEADHER.

des composantes conceptuelles, transférables et de formation en vue du développement du Centre de compétences et d'orientation professionnelle à l'Université de Damas.

La **première visite d'étude** a eu lieu à l'**Université de Fribourg**. Une équipe de l'Université de Damas composée de quatre membres (le Vice-président pour les affaires académiques, le directeur des relations internationales et deux cadres administratifs) a étudié pendant une semaine le *Centre de compétences et d'orientation professionnelle* basé à Fribourg et discuté des options stratégiques envisageables pour la Syrie. L'Université de Fribourg est bien connue en Allemagne pour son centre d'orientation professionnelle. En 2007, l'Université s'est vue décerner par l'Association des sciences allemandes le *prix allemand récompensant l'un des meilleurs et l'un des plus efficaces centres d'orientation professionnelle des universités allemandes*. Au cours de la visite d'étude, la discussion a porté sur différentes questions telles que la façon d'organiser les services d'orientation et de compétences au niveau central et au niveau du corps enseignant, la façon d'impliquer les enseignants dans les activités, la façon de favoriser la compréhension et la connaissance des étudiants en vue d'améliorer leur employabilité ainsi que l'identification des mesures nécessaires pour mener à bien ces initiatives.

Au terme de la visite d'étude, il est apparu clairement que le Centre d'orientation professionnelle de l'Université de Damas devait privilégier au départ **deux lignes stratégiques** simultanément. Premièrement, le Centre devrait proposer aux étudiants des services dans les domaines du recrutement, de l'orientation, de l'information et de la formation afin d'avoir un impact sur les capacités des étudiants et ainsi leur permettre d'accéder au marché du travail. Deuxièmement, le Centre devrait conduire une évaluation des besoins à petite et moyenne échelle en vue de confirmer et d'ajuster les services d'orientation au cours des premières années de création.

La **deuxième visite d'étude** a eu lieu à l'**Université de Damas** et a réuni notamment le Directeur du Centre d'orientation professionnelle et le Vice-président pour les relations internationales de l'Université de Fribourg. **Le principal objectif de cette visite d'étude a été d'élaborer un plan opérationnel pour la phase de lancement du Centre d'orientation professionnelle.** L'équipe mixte a convenu des options stratégiques à proposer aux étudiants et aux diplômés de l'Université de Damas ainsi que de la portée de l'évaluation des besoins à conduire avec les étudiants, le personnel universitaire et les employeurs. Une attention particulière a été portée sur un projet soutenu par le PNUD, intitulé « Career Management Centre » qui doit être établi à l'Université de Damas et dont le lancement est prévu fin 2008. Le projet doit jouer le rôle de laboratoire d'apprentissage et permettre à l'Université de Damas dans son ensemble de s'orienter davantage vers le marché du travail. En réalité, le projet LEADHER a ouvert la voie au projet du PNUD en discutant du plan opérationnel pour la phase de lancement relative à l'élaboration de programmes de compétences professionnelles, d'une base de données et d'informations en ligne dédiées à l'orientation professionnelle, d'un service de conseil/orientation destiné aux étudiants et d'une mise en réseau avec le marché du travail à travers l'organisation régulière de salons de l'emploi.

Note de synthèse tirée du rapport d'activité présenté par les deux établissements. Pour de plus amples informations, veuillez contacter : Dr. Thomas Teuscher, Université de Damas, Syrie (t.teuscher@gmx.de), Michael Borchart, Université de Fribourg, Allemagne (michael.borchart@uni-freiburg.de).

Nouveau projet PNUD-AIU sur les styles de vie durable

Un nouveau projet de recherche dont l'objectif est d'analyser les perspectives des étudiants sur les **styles de vie durable** est lancé en février. Le projet, coordonné par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) avec le soutien du ministère suédois de l'Environnement, est développé en partenariat avec l'Association internationale des universités (AIU).

L'*Enquête globale sur les styles de vie durable* est une initiative ambitieuse destinée à explorer la façon dont les styles de vie durable, qui représentent un défi pour les générations présentes et futures, sont perçus, envisagés et façonnés par des jeunes adultes issus de différentes cultures et de différents milieux à travers le monde.

Le PNUE, qui incarne la voix de l'environnement dans le système des Nations Unies, soutient le programme international sur la consommation et la production durables (CPD) à travers cette initiative. Le projet fait partie de ses activités dans le cadre du « processus de Marrakech », plateforme plurilatérale globale destinée à favoriser la transition vers la CPD. (<http://esa.un.org/marrakechprocess/index.shtml>). Le processus de Marrakech permet la coopération entre les gouvernements et les parties concernées, le développement d'outils et de méthodologies ainsi que le lancement d'activités concrètes comme cette enquête globale sur les styles de vie durables.

Dans un contexte de changements environnementaux considérables, en particulier le changement climatique, et de défis socio-économiques, **il est devenu évident qu'aux niveaux local et international, les communautés doivent adopter d'urgence des styles de vie plus durables. Les universités et les établissements d'enseignement supérieur ont un grand rôle à jouer dans ce processus.** Réunissant des établissements et des organisations d'enseignement supérieur du monde entier autour de questions telles que l'enseignement supérieur et le développement durable, l'AIU s'est associée au PNUE pour l'Enquête globale sur les styles de vie durables. Une sélection de 50 établissements membres de l'AIU a été invitée à participer à ce projet. Les informations sur l'enquête sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : www.unep.fr/gssl. Pour plus d'informations, veuillez vous adresser à : vantland.iau@unesco.org

FUTURES CONFÉRENCES DE L'AIU

Événement destiné spécialement aux leaders d'associations et de réseaux !

AIU – 3^{ème} Réunion mondiale des Associations d'Universités (GMA III)

Guadalajara, Mexique – 20-22 avril 2009

Associations, Réseaux, Alliances :
Comprendre le nouveau paysage global de l'enseignement supérieur



Avec cette troisième édition de la Réunion mondiale des Associations d'universités, l'AIU espère organiser une réflexion sur les raisons et l'impact de la prolifération des groupes et des organisations d'enseignement supérieur à travers le monde. Les associations et les leaders de réseaux seront invités à prendre en considération les responsabilités uniques pouvant incomber aux associations à différents niveaux : national, régional et international. En outre, dans la mesure où la majorité des associations sont confrontées à tous les niveaux à des membres de plus en plus divers et exigeants, la Réunion mondiale des Associations d'universités tentera d'apporter des réponses à la question de la diversité.

L'AIU organise la Réunion mondiale des Associations tous les deux ans et ces réunions sont exclusivement destinées aux leaders des associations nationales, régionales et internationales. La Réunion des Associations d'universités offre une opportunité unique aux organisations membres de l'AIU ainsi qu'aux associations non membres de se réunir en un groupe de pairs relativement restreint pour échanger des idées, des pratiques et créer des réseaux.

Cette édition de la Réunion mondiale est co-organisée par l'AIU et la **Asociación Nacional de Universidades e Instituciones de Educación Superior** (ANUIES, Mexique) et accueillie par l'**Université de Guadalajara**. Le programme comprend les participations du Prof. Juan Ramón de la Fuente, Président de l'AIU, du Prof. Bernard Cerquiglini, Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), de Mme Lesley Wilson, Secrétaire générale de l'Association des universités européennes (EUA), du Dr. Madeleine Green, Vice-président de l'American Council on Education (ACE). Le document d'information portant sur le thème de la conférence est actuellement préparée par le Prof. Kris Olds, de l'Université du Wisconsin-Madison.

Les participants à la Réunion mondiale des Associations d'Universités auront également l'opportunité de séjourner à Guadalajara et d'assister à la conférence hémisphérique internationale qui débutera le 22 avril au soir. Cette conférence est organisée conjointement par trois organisations régionales d'enseignement supérieur ciblées sur les Amériques : OUI, CONAHEC et HACU. La conférence portera sur le thème suivant : *La collaboration universitaire interaméricaine : construire ensemble l'avenir de nos communautés.*

Conférence annuelle 2009 de l'AIU sur : « Le rôle de l'enseignement supérieur dans la promotion du dialogue et de la compréhension interculturelle. »

Hôte : Université Notre Dame – Louaize, Beyrouth, Liban.

Dates : 5-6 novembre 2009

Conférence annuelle de l'AIU 2010 sur : « L'éthique et les valeurs dans l'enseignement supérieur à l'ère de la mondialisation : Rôle des différentes disciplines. »

Hôte : Université Mykolas Romeris, Vilnius, Lituanie

Dates : 25-26 juin, 2010

14^e Conférence générale de l'AIU 2012,

Hôte : Interamerican University of Puerto Rico, San Jose Puerto Rico, Etats-Unis

Thème et date à confirmer

Les leaders d'associations intéressés sont invités à s'inscrire en complétant le formulaire disponible en ligne.

Pour davantage d'informations, veuillez contacter Isabelle Devylder (devylder.iau@unesco.org).

L'AIU sponsorise les conférences internationales suivantes :

Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur + 10 (2009)

La Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur (CMES) 2009 (CMES + 10) aura lieu du 5 au 9 juillet 2009 à Paris, France. Intitulée *La nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur*, la Conférence a notamment pour objectifs d'examiner l'évolution de l'enseignement supérieur et de la recherche au cours des dix dernières années, de discuter des demandes et des défis actuels et, avant tout, de définir de nouvelles priorités d'action. L'AIU est impliquée dans les préparatifs de la conférence. La Secrétaire-Générale de l'AIU est membre du Comité de planification de la conférence. Les trois sous-thèmes suivants structureront la conférence : internationalisation, régionalisation et globalisation ; équité, accès et qualité ; apprentissage, recherche et innovation ; s'y ajoute une attention particulière pour l'Afrique. Par ailleurs, l'AIU a été représentée jusqu'à présent à chacune des conférences régionales préparatoires organisées par l'UNESCO et il est prévu que les Membres du Conseil et du personnel de l'AIU assistent aux conférences qui doivent se tenir avant la Conférence de juillet. En outre, l'AIU est le principal partenaire externe invité par l'UNESCO pour contribuer à la préparation du sous-thème intitulé «Équité, Accès et Qualité». (www.unesco.org)

L'AIU organise conjointement une **session sur les classements des universités** pour le **1^{er} Forum mondial des sciences sociales (WSSF)**, organisé par le Conseil international des sciences sociales (ISSC). Cette session spéciale sur les classements aura lieu à *Bergen, Norvège, le mardi 11 mai 2009*. Pour plus d'informations sur le WSSF, veuillez consulter le site Internet suivant : www.rokkan.uib.no/wssf/

L'Observatory on Global Higher Education (OBHE) : Forum mondial 2009 sur l'enseignement supérieur transfrontalier
Kuala Lumpur (KL), Malaisie, 21-24 octobre 2009

Avec l'AIU comme l'une des principales organisations de parrainage, l'Observatory on Borderless Higher Education organisera le Forum mondial 2009 intitulé «**Connections globales – Impacts locaux: Meilleures pratiques, modèles et politiques liés à l'enseignement supérieur transfrontalier**» en Malaisie en octobre.

Organisé conjointement avec l'Université de Nottingham-Malaisie et le ministère malaisien de l'Enseignement supérieur, le Forum promet d'être un lieu de rencontre professionnelle très animé qui permettra à des collègues du monde entier d'échanger des idées, des stratégies et des bonnes pratiques concernant l'internationalisation et l'enseignement supérieur transfrontalier. Le Forum s'appuiera sur la large participation d'experts internationaux dans le domaine de l'enseignement supérieur transfrontalier. Un appel à contributions et d'autres informations sur le Forum sont disponibles à l'adresse suivante : www.obhe.ac.uk/the_obhe_global_forum__malaysia/welcome

L'AIU est l'un des parrains du **Congrès mondial des universités** organisé par l'Université *Çanakkale Onsekiz Mart*, Membre de l'AIU en *Turquie*. La Conférence portera sur le thème suivant : «quels seront les nouveaux objectifs et les nouvelles responsabilités des universités dans le cadre des problèmes globaux ?» et se tiendra du *20 au 24 octobre 2010*. www.comu.edu.tr/english/

L'AIU, LA COLLABORATION ET LE RÉSEAUTAGE

Au cours des derniers mois, l'AIU a participé à un certain nombre de conférences internationales abordant des thèmes liés au travail effectué par l'Association:

L'AIU participait à plusieurs sessions de la **61^{ème} Réunion des Nations Unies pour le Département de l'information (DPI) / Conférence des ONG**, qui a eu lieu du 3 au 5 Septembre 2008, à Paris, France. Le thème de la conférence était *Réaffirmer les droits de l'homme pour tous : La Déclaration universelle a 60 ans*. L'AIU a pris part à la table ronde intitulée *L'éducation et l'apprentissage des droits de l'homme comme une façon de vivre et à la réunion subsidiaire : Partenariats ONG – universités en vue de l'apprentissage des droits de l'homme qui a porté principalement sur les écoles de commerce*.
 Cf. : www.un.org/dpi/ngosection/conference/homefr.shtml



Le 17 septembre 2008, à Bruxelles, en Belgique, la Chargée principale de recherche de l'AIU rencontrait des représentants du **Council of Doctoral Education (CDE)** de l'EUA (**European University Association**). Les discussions ont porté sur d'éventuelles activités de collaboration entre l'AIU et le CDE. Le CDE, dont les membres sont des universités, est une unité relativement nouvelle au sein de l'EUA. Sa mission est de contribuer à l'épanouissement, la promotion et l'amélioration de la recherche ainsi que de formation doctorale. Le CDE commande des recherches et des analyses, organise des conférences et des séminaires de formation, fournit des analyses et diffuse des informations sur les bonnes pratiques.
 Cf. : www.eua.be/events2/eua-council-for-doctoral-education/

L'Observatoire de la Magna Charta a tenu sa cérémonie annuelle de signature et Conférence du 18 au 20 septembre 2008, à Bologne, en Italie, marquant ainsi le **20^e anniversaire de la signature de la Magna Charta Universitatum** en 1988 par plus de 350 recteurs et présidents d'université. Plusieurs membres du conseil d'administration de l'AIU, dont la Secrétaire-générale, étaient présents pour débattre des questions de la liberté académique et l'autonomie institutionnelle, réfléchir sur la validité de cette déclaration des universités sur les valeurs et principes, et d'examiner comment elle pourrait être adaptée hors Europe. A cette occasion, l'Observatoire a publié l'essai du Prof Jon Torfi Jonasson intitulé : «**Inventer l'avenir de l'Université : Qui va donner le ton et prendre la direction?**» Le Secrétaire-générale de l'AIU et Martina Vokasovic, Directrice du Centre de politique éducationnelle de Belgrade étaient invitées à le commenter.

L'AIU, LA COLLABORATION ET LE RÉSEAUTAGE

L'AIU a participé à la conférence sur **L'amélioration et la diffusion de l'information, la recherche et la connaissance sur l'enseignement supérieur** organisée par l'Université de Babes-Bolyai de Cluj-Napoca, Membre de l'AIU, et le Centre européen de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur (CEPES). La conférence a eu lieu à Cluj, en Roumanie, du 25-27 septembre 2008, et a réuni des universitaires et des éditeurs de la presse. La principale conclusion de la conférence a été que les médias et les établissements d'enseignement supérieur auraient avantage à apprendre à travailler ensemble plus efficacement et plus souvent.

Cf. : <http://conference.ubbcluj.ro/hej/programme/programme.php>



L'AIU a pris part à la première journée de la commission des ONG du Comité exécutif de l'UNESCO (2-3 octobre 2008) qui a été consacrée à une présentation de la réforme des Nations Unies et le partenariat des ONG avec les agences de l'ONU et l'UNESCO, en particulier dans ce cadre. Les grands principes régissant la « Delivery as One Initiative » furent présentés. La discussion a porté sur la façon d'inclure la société civile dans la coopération entre les agences des Nations Unies au niveau des pays – en particulier pour les activités de programmation. La deuxième journée était axée sur les droits de l'homme à l'ère de la mondialisation – Le renforcement des partenariats où l'importance de la participation de l'enseignement supérieur dans ces domaines a été souligné à plusieurs reprises par les participants.

Cf. : http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=32906&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Le **12^e Conférence sur l'Enseignement supérieur en Amérique du Nord**, organisée par le Consortium of North American Higher Education (CONAHEC), à et avec l'Universidad Autonoma de Nuevo Leon, et **co-organisée** entre autres par l'AIU, a eu lieu à Monterrey, au Mexique, du 8 au 10 octobre 2008. La conférence portait sur **la Collaboration en Enseignement Supérieur : réponses locales dans un contexte mondial**. Un important thème transversal de la conférence était l'internationalisation de l'enseignement supérieur, et l'AIU a présenté un résumé des conclusions de son enquête mondiale 2005 sur l'internationalisation de l'enseignement, et donné un aperçu de la 3^e enquête mondiale en cours. Cette session plénière a également vu des présentations de deux membres organisationnels de l'AIU, le American Council of Education (ACE), et l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC), qui sont représentés au sein de la Task Force de l'AIU sur l'internationalisation et ont aidé à la élaboration du questionnaire de l'Enquête 3^e.

(www.conahec.org/CONAHEC/index.jsp).

Les 15 et 16 octobre 2008, l'AIU a pris part à la réunion de la commission d'expert de l'Alliance Ubuntu pour les **Centres Régionaux d'expertise (RCE) sur le Développement Durable**.

Le Comité examine les demandes de création de nouveaux RCE et examine les stratégies destinées à renforcer ce réseau en expansion ; réunissant l'apprentissage formel, non formel et informel, il œuvre au renforcement de l'éducation pour le développement durable (EDD) au niveau des communautés locales et régionales. Le réseau des RCE dans le monde vise la création de l'espace mondial d'éducation pour le développement durable. Les RCE contribue à la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (DEDD, 2005-2014) par l'intégration de ses objectifs mondiaux dans les communautés locales dans lesquelles elles opèrent.

www.ias.unu.edu/sub_page.aspx?catID=108&ddIID=182

En octobre, invitée par l'OCDE, la Secrétaire-générale de l'AIU a pris part à une **visite de deux semaines en Egypte** destinée à mener une initiative commune **OCDE/Banque Mondiale d'évaluation de l'enseignement supérieur Egyptien**.

L'évaluation a été commanditée par le ministre de l'Enseignement supérieur égyptien qui souhaitait savoir « si l'Egypte est sur la bonne voie dans sa réforme de l'enseignement supérieur ». L'équipe internationale a rendu visite à plus de 30 établissements d'enseignement supérieur et s'est réuni à deux reprises avec de hauts représentants d'autres ministères et organismes gouvernementaux, y compris le ministre de l'Enseignement supérieur et le Premier ministre. Chaque réunion organisée avec les établissements d'enseignement supérieur incluait des séances avec les élèves, les professeurs et la direction, respectivement. Le projet de rapport sera d'abord discuté avec des représentants du Ministère de l'Enseignement supérieur égyptien avant qu'il ne soit présenté dans un forum public en avril (www.oecd.org/infobycountry/0,2981,en_2649_201185_1_70390_1_1_1,00.html)

L'AIU a pris part à la **Première Conférence des recteurs de l'ASEM** qui a eu lieu à l'Université libre de Berlin, en Allemagne, du 27 au 29 octobre 2008. Suite à la Conférence ASEM des ministres responsables de l'éducation, tenue à Berlin en mai 2008, il a rassemblé quelque 100 dirigeants universitaires d'Asie et d'Europe afin de discuter des stratégies de coopération universitaire et interrégionales. Les participants ont salué la décision des Ministres qui était de mettre en place un partenariat stratégique d'éducation Asie-Europe pour le 21^{ème} siècle et a recommandé la création d'une plate-forme des universités de la région ASEM afin de discuter des politiques d'enseignement supérieur et de questions relatives à la collaboration. L'AIU est partenaire de plusieurs programmes gérés par la fondation Asie-Europe (ASEF), l'un des organisateurs de la Conférence.

<http://aeh.asef.org/event/datasheet.asp?st=25&ev=103>

L'AIU a contribué aux débats lors de la 3^{ème} réunion du Groupe de travail pour la **Décennie pour l'éducation sur le Développement Durable**, qui a eu lieu les 5 et 6 Novembre 2008 au Siège de l'UNESCO. La réunion comprenait une journée de réunion conjointe avec la Groupe d'experts de suivi et d'évaluation de la Décennie (MEEG) qui examinait le projet de Rapport mondial de suivi et d'évaluation sur la Décennie ainsi que les préparatifs pour la Conférence mondiale sur l'EDD, qui aura lieu à Berlin, en Allemagne, du 31 mars au 2 avril. Cette Conférence mondiale devrait contribuer à l'avancement de l'agenda mondial sur l'EDD. Compte tenu de la multiplication des défis auxquels le développement durable doit faire face – tels le changement climatique, l'insécurité alimentaire, la crise de l'énergie et maintenant la crise économique - il est nécessaire de renforcer les réponses de l'éducation par le biais de l'EDD. À cet égard, les orientations stratégiques pour le Groupe de référence pour la deuxième moitié de la Décennie ont été discutées. Cf. : www.unesco.org/education/desd



Lors de la dernière réunion du **Conseil d'administration de la Gestion des Etablissements d'enseignement Supérieur Programme (IMHE) de l'OCDE**, qui s'est tenue à Paris les 6 et 7 novembre 2008, l'AIU a été invitée à y assister en tant qu'observateur. La discussion de l'initiative intitulée *Assessing Higher Education Learning Outcomes* (AHELO) a retenu plus particulièrement l'attention de l'AIU. L'étude de faisabilité AHELO permettra de tester l'idée si les résultats de l'apprentissage en l'enseignement supérieur sont comparables au même titre que les comparaisons PISA de l'apprentissage dans l'enseignement secondaire. L'AIU a accepté l'invitation de l'OCDE à faire partie du groupe consultatif des parties intéressées à ce projet. Cf. : www.oecd.org/document/22/0,3343,fr_2649_35961291_41414832_1_1_1_1,00.html



La Responsable des programmes de l'AIU a participé à la **Conférence régionale préparatoire de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur en Afrique**, qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal, du 10 au 13 novembre 2008, dans le cadre du processus menant à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur + 10. Elle a été invitée à faire une **présentation sur la promotion de la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur : des projets et initiatives**. Pour la déclaration finale et les recommandations émises par la Conférence, voir : www.dakar.unesco.org/news/fr08/080617_sem_educ_sup.shtml

Lors de son discours d'ouverture pour la **Conférence sur : La comparaison internationale des systèmes éducatifs : un modèle européen?** (Paris, 13-14 novembre 2008), **Valérie Pécresse**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche en France, a appelé à un « **Classement de Bruxelles des universités** » comme une alternative européenne à d'autres modèles mondiaux, souvent très critiqués. En effet, les représentants de la Commission européenne ont annoncé qu'un appel d'offres pour une étude de faisabilité pour le développement d'un tel classement sera bientôt publié. S'appuyant sur d'autres initiatives destinées à recueillir des informations comparatives sur les établissements d'enseignement supérieur en Europe pour les classer dans une typologie multidimensionnelle, l'UE espère qu'un classement multidimensionnel pourra être développé afin également de stimuler la mobilité des étudiants et d'assurer une meilleure lisibilité de l'espace européen de l'enseignement supérieur. Plusieurs participants, et notamment, mais pas exclusivement, les représentants des associations étudiantes ont exprimé de graves préoccupations quant à cette idée. La Secrétaire-générale de l'EUA (European University Association) a averti que les activités liées à la construction d'une culture de la qualité sont loin d'être achevées et risquent d'être supplantées par ce que le ministre de l'Éducation de la France, Xavier Darcos, a appelé ultérieurement « culture de la comparaison », une étape essentielle, selon lui, vers l'amélioration de la qualité et de l'attractivité de l'éducation. http://www.eu2008.fr/PFUE/lang/fr/accueil/PFUE-11_2008/PFUE-13.11.2008/comparaison_internationale_des_systemes_educatifs_un_modele_europe_en;jsessionid=A65E0E911A623700B6077E4E3F590FB



L'AIU a participé au **Séminaire mondial sur la Recherche : partager des agendas de recherche**, organisé par le Forum UNESCO sur l'enseignement supérieur, la recherche et la connaissance les 28-29 novembre 2008. Le séminaire a porté sur les méthodologies d'étude des systèmes de connaissances – l'enseignement supérieur et les universités ; la cartographie, l'analyse et la mesure des capacités de recherche et des ressources humaines ; les dimensions des systèmes de connaissances (politiques, gouvernance, infrastructures, ressources humaines, résultats de la recherche, de coopération ou accords, et tensions vs dynamiques) ; il a réuni un groupe de chercheurs spécialisés dans les domaines respectifs. Les possibilités de réseautage offertes par les sessions du Forum sont précieuses, mais l'avenir du Forum est l'objet de débats et de nouvelles orientations sont envisagées. Voir : http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=58026&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

L'AIU, LA COLLABORATION ET LE RÉSEAUTAGE

En 2009, l'AIU prend part, entre autres, aux conférences et autres événements suivants :

91^e réunion annuelle du American Council on Education (ACE) : Perspectives collectives d'avenir.

7-10 février 2009, Washington, Etats-Unis

Comme il est de coutume depuis plusieurs années, l'ACE a invité les membres de l'AIU à participer à la réunion annuelle de l'ACE, ainsi que le Président et la Secrétaire-générale. M. de la Fuente présidait une session sur le Processus de Bologne. Augmenter le nombre de membres que l'AIU compte aux États-Unis continue d'être une priorité pour l'Association et de l'ACE offre tant des discussions intéressantes et un lieu de réseautage.

Cf. : http://aceannualmeeting.org/program_collective foresight.cfm



Conférence mondiale sur l'éducation pour le développement durable : la deuxième moitié de la Décennie

31 mars-2 avril 2009, Bonn, Allemagne

La responsable principale des programmes de l'AIU prendra part à la WCESD et participera aux débats qui établiront le bilan des progrès réalisés au cours des cinq dernières années et arrêteront les projets pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable.

Voir : www.esd-world-conference-2009.org

12^e Conférence générale de l'Association des universités africaines (AUA)

4-9 mai 2009, Abuja, Nigéria

La 12^e Conférence générale de l'AUA sera accueillie par l'Université d'Abuja et l'Université d'Ilorin, Nigeria, dont le vice-chancelier adjoint est membre du conseil d'administration de l'AIU. Le thème central de la Conférence est : *Le développement durable en Afrique : Le rôle de l'enseignement supérieur*. En regard de l'engagement de longue date de l'AIU pour l'enseignement supérieur et la contribution à l'éducation et la recherche pour le développement durable et en regard de notre collaboration avec l'AUA sur diverses activités, l'AIU participera à cette importante conférence.

Cf. : <http://gc.aau.org/index.htm>



Conférence annuelle NAFSA 2009 et foire d'exposition Expo

24-29 mai 2009, Los Angeles, Etats-Unis

La directrice, Centre d'information et de communication de l'AIU y présidera la session sur *La diversification de l'enseignement supérieur dans le monde entier : quel rôle pour les typologies?* Mariam Assefa, World Education Services, et Rajika Bhandari, Institut d'éducation internationale participeront également au débat sur ce panel. NAFSA est un organisme membre de l'AIU œuvrant à la promotion de l'éducation internationale ; elle attire des milliers d'éducateurs de partout dans le monde. www.nafsa.org/annual_conference/call_for_workshop_and



Table ronde sur la mobilité à l'Université Süleyman Demirel

12 juin 2009, Isparta, Turquie

Pour marquer la fin de l'année académique 2008-09,

l'Université organise une table ronde sur le thème

« **La mobilité comme un élément clé de l'accès et de la réussite en enseignement supérieur** ».

L'AIU a accepté de prendre part à ce panel et à travailler avec

le recteur de l'Université, membre du Conseil de

l'AIU et Président du *Comité de Développement du Membership* à la mise en place de nouvelles stratégies destinées à inciter de nouvelles institutions à se joindre à l'AIU.

Cf. : www.sdu.edu.kz



21^e Conférence annuelle EAIE (European Association for International Education)

16-19 septembre 2009, Madrid, Espagne

Les résultats de la 3^{ème} enquête mondiale AIU sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur donneront de nouveaux aperçus sur l'état de l'internationalisation dans les universités à travers le monde. Avec les membres de la *Task Force* sur l'internationalisation, l'AIU organisera une session lors de laquelle elle présentera les premiers résultats de l'enquête mondiale qui vient d'être lancée.

Cf. : www.eaie.org/Madrid/

NOUVELLES DES MEMBRES

Nouveaux Membres de l'AIU

L'AIU souhaite la bienvenue aux universités qui ont adhéré à l'Association depuis le mois d'octobre 2008

Eqrem Çabej University of Gjirokstra,
 Albanie
www.uogj.edu.al



Antonine University, Liban
http://212.98.137.234/upa/1_universite/bienvenue_uk.php



National University of La Rioja, Argentine
www.unirioja.es



University of Agriculture, Abeokuta, Nigéria
www.unaab.edu.ng



Ghent University, Belgique
www.ugent.be



Gombe State University, Nigéria
www.gomsu.org



University of Sciences and Technology of Benin, Bénin
www.ustb.org



Fatima Jinnah Women University, Pakistan
www.fjwu.edu.pk



China University of Petroleum,
 Beijing, Chine
<http://department1.cup.edu.cn/~waisb>



Al-Azhar University, Palestine
www.alazhar.edu.ps



Koya University, Irak
www.koyauniversity.org



Academician Y Bugay International Scientific and Technical University, Ukraine
www.Phoenix.kiev.ua/istu



Ritsumeikan Asia Pacific University, Japon
www.apu.ac.jp



Classical Private University, Ukraine
www.zhu.edu.ua



East-Kazakhstan State Technical University named after D. Serikbayev, Kazakhstan
www.do.ektu.kz



Sumy State University, Ukraine
www.sumdu.edu.ua



IAU est heureuse de compter à nouveau parmi ses membres

City University of Hong-Kong, Chine
www.cityu.edu.hk



Nouvelle des Membres de l'AIU

Nouvelle publication de l'Université de Hong Kong: *International Journal of Continuing Education and Lifelong Learning*

Le *International Journal of Continuing Education and Lifelong Learning (IJCELL)* a été lancé par le Centre for Research in Continuing Education and Lifelong Learning du School of Professional and Continuing Education de l'Université de Hong Kong. L'IJCELL est une revue à comité de lecture qui offre une plateforme permettant de présenter des recherches et des travaux novateurs dans le domaine de l'éducation continue et de l'apprentissage tout au long de la vie, particulièrement les travaux de recherche comprenant une interaction entre théorie, pratique et technologie. Les contributions de tous les acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation continue et de l'enseignement tout au long de la vie, secteur en évolution rapide (responsables politiques, universitaires, enseignants, administrateurs, étudiants de troisième cycle, concepteurs de logiciels, etc), sont les bienvenues. Outre les articles de fond, l'IJCELL comprend des critiques de livres et des notes de recherche.

L'objectif de IJCELL est de servir de passerelle entre l'Orient et l'Occident dans la recherche sur l'éducation continue et l'apprentissage tout au long de la vie. Publiée deux fois par an, en novembre et en mai, le numéro de lancement d'IJCELL est actuellement en vente.



Nouveau Président de l'EUA : Professeur Jean-Marc Rapp

L'AIU félicite le Professeur Jean-Marc Rapp, ancien Recteur de l'Université de Lausanne et ancien Président de la Conférence des recteurs des universités suisses (CRUS) pour son élection au poste de Président de l'Association des universités européennes (EUA). Prof. Jean-Marc Rapp est membre du Conseil d'administration de l'EUA depuis 2005 et Vice-président de l'EUA depuis septembre 2007.

Nouveau Président pour L' AUCC : Paul Davidson

L'AIU présente ses félicitations à Paul Davidson pour sa nomination en tant que nouveau Président de l'Association des Universités et collèges du Canada (AUCC). Auparavant, Mr Davidson était le directeur exécutif de World University Service of Canada (WUSC), une organisation internationale de développement en lien avec des universités et collèges canadiens. Contact : Leslie Cole, Chargée des communications (à lcole@aucc.ca)..

L'Association des universités africaines (AUA) lance le prix d'excellence en enseignement supérieur africain

L'Association des universités africaines (AUA) a lancé le AAU African Higher Education Excellence Award for Distinguished Contribution to Higher Education and Research in Africa. L'objectif de ce prix est de récompenser un universitaire profondément investi, qui a inspiré ses pairs et paires en produisant un travail de recherche reconnu internationalement, participant ainsi à définir des conditions d'enseignement et d'apprentissage à la fois bonnes et stimulantes au sein des établissements d'enseignement supérieur africains, tout en assurant un leadership institutionnel et un dynamisme social remarquables. L'AUA espère que ce prix permettra également de sensibiliser le public et de renforcer par là même l'implication de la société civile, du secteur public et du secteur privé émergent dans les questions relatives à l'enseignement supérieur. Le Prix sera remis au lauréat à l'occasion de la 12^{ème} Conférence générale de l'AUA qui se tiendra du 4 au 9 mai 2009 à Abuja (Nigéria), intitulée: « Développement durable en Afrique : le rôle de l'enseignement supérieur ».

Pour plus d'informations : www.aau.org

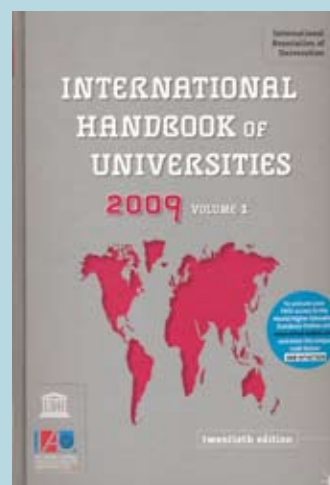
Nouvelles du secrétariat de l'AIU

L'AIU a souhaité une heureuse retraite à Mme **Elzbieta Karwat** qui a quitté le secrétariat fin 2008 après avoir occupé le poste de Directrice du Centre de documentation de l'AIU pendant plus de vingt ans. La Chargée de recherche principale, Dr. **Dana Sheikh**, quittera l'AIU à la fin de son contrat le 31 mars 2009. Mme **Ellie Montazeri**, Assistante exécutive de la Secrétaire générale, a quitté l'AIU en décembre pour déménager avec sa famille à Singapour et l'AIU est heureuse d'offrir ce poste à Mme **Elodie Boisfer** qui avait déjà travaillé pour le Secrétariat pendant plusieurs mois. En janvier 2009, **Lucy van de Wiel**, diplômée de l'Université d'Amsterdam, aux Pays-Bas, a rejoint l'AIU pour un stage de six mois. Elle bénéficie d'une bourse du Programme Leonardo da Vinci.

PUBLICATIONS DE L'AIU

L'AIU fête les 50 ans du *International Handbook of Universities* !

Le *International Handbook of Universities* (Répertoire international des Universités) a vu le jour en 1959 en réponse à un besoin croissant de disposer d'une liste des autorités des établissements d'enseignement supérieur. 50 ans plus tard, il continue à fournir ce service à la communauté de l'enseignement supérieur. Le Répertoire s'est considérablement enrichi tant quantitativement que qualitativement. L'information qu'il contient est validée au niveau national et institutionnel.



En 2008, les publications de l'AIU ont été revues et l'édition 2009 du *International Handbook of Universities* a été améliorée pour :

- inclure les établissements d'enseignement supérieur offrant au moins un diplôme de 2^{ème} cycle et/ou un diplôme professionnel en 4 ans ;
- décrire brièvement le système d'enseignement supérieur de chaque pays ;
- indexer les domaines d'étude ;
- lister les organismes régionaux et internationaux en lien avec l'enseignement supérieur ;
- devenir un répertoire en deux volumes avec une licence mono-utilisateur pour l'accès en ligne aux données du répertoire, entre autres ;
- être publiée annuellement et, en conséquence, remplacer la *World List of Universities and Other Institutions of Higher Education*.

Les Membres de l'AIU reçoivent un exemplaire gratuit du WHED et bénéficient d'une remise de 50% sur le prix du *Handbook*.

L'édition actuelle (la 20^{ème}) – datée 2009 – offre des données détaillées sur plus de **12,000 établissements d'enseignement supérieur** dans le monde et une brève description des systèmes d'enseignement supérieur de **183 pays**.

**Higher Education Policy (HEP),
 Vol. 21.4, décembre 2008** intitulé **Realizing the Global University : Comparative Perspectives and Critical Reflections**

regroupe une sélection d'articles d'un symposium international «Realizing the Global University», financé et organisé en 2007 par le Worldwide Universities Network. Proposant des thèmes qui examinent les politiques et les mesures adoptées notamment en Chine, à Hong Kong et à Singapour ainsi qu'une étude de cas conduite par l'Université de Toronto, les articles démontrent que, bien que le concept d'université de «classe mondiale» soit profondément contesté, des stratégies et pratiques similaires ont été adoptées par les universités, non seulement en Occident mais également en Orient, répondant ainsi aux pressions de plus en plus fortes imposées aux universités en vue de rivaliser dans les classements mondiaux.



Digitalisation de HEP

Dans le courant de l'année 2009, l'éditeur de l'Association, Palgrave Macmillan Ltd, numérise les volumes 1 à 8 de Higher Education Policy, la revue de recherche trimestrielle de l'AIU, assurant ainsi la disponibilité en ligne de l'intégralité des archives de la revue à partir du premier numéro. Des volumes plus récents, à commencer par le numéro 9 (1996), sont déjà disponibles à l'adresse suivante : www.palgrave-journals.com/hep/archive/index.html

Prix de recherche sur la politique de l'enseignement supérieur – Compétition 2009

La date limite de soumission des articles ou papiers de recherche pour la compétition 2009 est le **30 juin 2009**.

Le but de cette compétition est de **promouvoir la recherche dans le domaine de la politique sur l'enseignement supérieur** en reconnaissant des travaux éminents sur un thème de recherche.

Le Prix 2009 mettra l'accent sur les problématiques liées à la nouvelle déclaration de principes **Accès**

équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur, adoptée lors de la 13^e Conférence générale de l'Association qui s'est tenue à l'Université d'Utrecht, Pays-Bas, en juillet 2008. Basés sur une recherche solide, les essais peuvent être présentés sous forme d'étude de cas analytique, une analyse des tendances, offrir un résumé des politiques pertinentes ou les résultats d'une évaluation des impacts. Ils peuvent également étudier les importants partenariats qui ont été forgés, mettre en évidence les bonnes pratiques ou évaluer les politiques ou les approches de financement pertinentes. Le Prix AIU/Palgrave, d'une valeur de £1,000, est conféré au meilleur essai d'un chercheur travaillant dans une institution/organisation membre de l'AIU. **L'essai sera publié dans Higher Education Policy**, la revue trimestrielle de l'Association. Plus d'information sur le site Internet de l'AIU.



Bulletin électronique de l'AIU

Souhaitez-vous être tenu informé des activités de l'AIU et être tenu au courant tous les mois de l'évolution du monde de l'enseignement supérieur ? Il vous suffit de vous abonner au bulletin électronique de l'AIU. Le bulletin électronique est :

- un outil de communication sur les activités et les services proposés par l'AIU ;
- un outil d'information sur l'enseignement supérieur à travers le monde qui met l'accent sur les opportunités, les faits, les événements (et plus encore) revêtant un intérêt pour un large public aux quatre coins du monde.

Vous pouvez vous abonner à l'adresse suivante : www.unesco.org/iau/iau_e_bulletin.html

NOUVELLES PUBLICATIONS

Financially Sustainable Universities: Towards a full costing in European Universities

Association des universités européennes (EUA), 2008 p.83 – ISBN-9789078997085

Basé sur une étude approfondie au niveau européen, le rapport explique que la première mesure que les universités doivent prendre pour répondre à ces défis est de chiffrer la totalité des dépenses de leurs activités, qu'elles soient liées à des objectifs internes ou externes. La répartition intégrale des coûts est donc essentielle pour renforcer leur durabilité financière. Le rapport appelle les gouvernements nationaux à reconnaître l'importance d'accorder l'autonomie aux universités et de les assister dans la mise en œuvre de la répartition des coûts. Les auteurs recommandent également la simplification des systèmes de financement européens et le développement de règles de financement qui permettent de répondre aux besoins des universités et de renforcer par là même leur contribution à l'Espace européen d'enseignement supérieur et l'Espace européen de la Recherche.



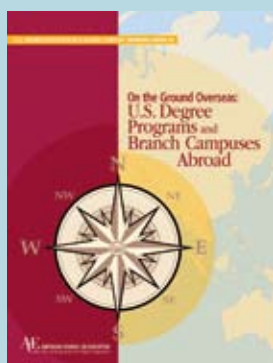
Cet ouvrage est une collection d'articles basée sur des présentations et des documents préparés pour la Conférence de l'ACA organisée à Tallinn en juin dernier. Cette publication tente d'examiner les questions sensibles auxquelles l'enseignement supérieur sera confronté dans les années à venir et d'identifier le type de défis actuels qui persisteront au cours des dix prochaines années. Ces questions sont abordées à travers l'examen d'une diversité de thèmes qui resteront vraisemblablement toujours aussi centraux à la fin de cette décennie ; ces thèmes incluent notamment la mobilité des étudiants, la façon alternative de dispenser l'enseignement international, le financement de l'enseignement supérieur et l'impact des transformations du marché du travail sur l'enseignement supérieur. Pour commander cet ouvrage: www.lemmens.de/verlag/buecher.html.



On the Ground Overseas: U.S. Degree Programs and Branch Campuses Abroad

Madeleine F. Green, Kevin Kinser, et Peter D. Eckel, American Council on Education (ACE), *L'enseignement supérieur américain dans un contexte mondial ; Document de travail #3, 2008*

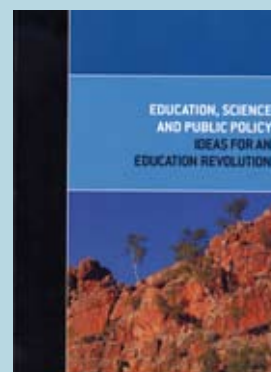
Inspirée d'une table ronde réunissant les directeurs de campus américains qui ont établi des programmes de diplômes ou des campus à l'étranger, cette publication expose brièvement les enseignements tirés de leurs expériences. Cet ouvrage propose également les descriptions de dix programmes américains et campus affiliés à travers le monde. Voir : www.acenet.edu/bookstore.



Education, Science and public policy: Ideas for an Education Revolution

Simon Marginson and Richard James, Eds., MUP Academic Monographs, Melbourne University Publishing, 2008, ISBN 9780522856088

Ce livre compte les contributions d'un grand nombre de leaders du gouvernement et du secteur de l'éducation australien et brosse un tableau général de l'Australie en terme d'éducation, formation et recherche universitaire. Il aborde une série de questions clés telles: « La nation est-elle prête pour les défis posés par l'économie mondiale du savoir ? » ; « Quelles sont les problèmes clés et quelles solutions politiques est-il possible d'y apporter ? » (www.mup.com.au/page/106)



Au-delà de 2010. Priorités et enjeux de l'enseignement supérieur au cours des dix prochaines années

Maria Kelo, Editor, Academic Cooperation Association (ACA) Papers on International Cooperation in Education, 2008, ISBN 9783932306 0201

Éducation pour tous – Rapport mondial de suivi 2009 de l'UNESCO « Vaincre les inégalités : l'importance de la gouvernance »

Oxford University Press, UNESCO 2008, ISBN 9780199544196

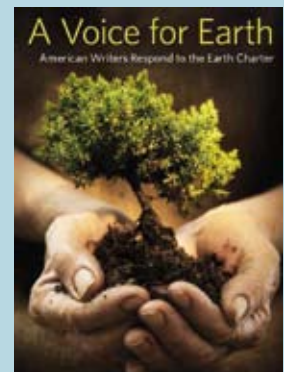
Selon ce rapport, l'échec des gouvernements à travers le monde à répondre aux profondes inégalités persistantes dans le domaine de l'éducation cantonne des millions d'enfants dans la pauvreté et réduit

leurs opportunités. Le rapport annuel de l'UNESCO propose une évaluation détaillée de l'état d'avancement des objectifs clés en matière d'éducation, y compris le développement précoce des enfants, l'éducation primaire universelle, l'égalité entre les sexes, l'alphabétisation et l'éducation de bonne qualité. Tout en relevant des progrès encourageants dans certains des pays les plus pauvres de la planète, ce rapport met en garde que sans une action drastique, beaucoup d'objectifs seront ratés, et dans certains cas de très loin. Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.unesco.org/en/education/efareport/reports/2009-governance



politiques, spirituels et écologiques auxquels le monde est confronté au 21^{ème} siècle.

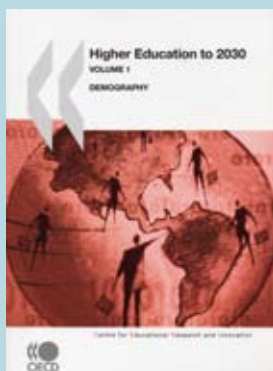
La première partie de l'ouvrage, «Imagination into Principle», est composée du résumé de Steven C. Rockefeller sur les coulisses de la rédaction de la Charte de la Terre. Dans la deuxième partie, «Principle into Imagination», dix auteurs donnent vie à ces concepts à travers leur œuvre originale. Dans la troisième partie, «Imagination and Principle into a New Ethic», Leonardo Boff propose un nouveau paradigme né d'une réflexion sur le concept de respect développé dans la Charte de la Terre.



L'enseignement supérieur à l'horizon 2030: Volume 1, Démographie

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), ISBN 9789264040656

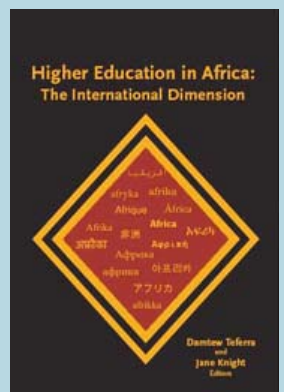
Ce volume est le premier de la série intitulée L'enseignement supérieur à l'horizon 2030 qui analyse de manière prospective l'impact des différentes tendances actuelles sur les systèmes d'enseignement supérieur. À partir de tendances et de projections, cet ouvrage étudie dans le détail l'impact des changements démographiques sur les effectifs étudiants, les niveaux d'éducation, le personnel enseignant et les choix politiques. Il s'intéresse par exemple aux politiques d'accès à l'enseignement supérieur et à leur effet sur la taille et la composition des effectifs, en examinant notamment le cas des étudiants handicapés et des migrants. L'ouvrage est disponible en ligne sur le site de l'OCDE : www.oecdbookshop.org



Higher Education in Africa: The International Dimension

édité par Damtew Teferra et Jane Knight, publié conjointement par le Center for International Higher Education, Boston College, et l'Association des universités africaines, ISBN 9789988589409

Unique en son genre, cet ouvrage fournit des informations et une analyse sur la dimension internationale de l'enseignement supérieur en Afrique, en se basant sur des études de cas menées dans onze pays et plusieurs chapitres portant sur des thèmes historiques et contemporains s'y rapportant. L'ouvrage identifie les tendances, les développements et les défis liés à la dimension internationale de l'enseignement supérieur aux niveaux institutionnel, national et régional. Le livre explore les opportunités et évalue les risques tout en répondant au besoin croissant d'information et d'analyse de l'internationalisation de l'enseignement supérieur en Afrique. Pour en savoir davantage sur le livre et visualiser la table des matières, rendez-vous sur : www.bc.edu/bc_org/avp/soe/cihe/inhea/HEAfrIntbook.htm



A Voice for Earth: American Writers Respond to the earth Charter

Peter Blaze Corcoran et A. James Wohlpart eds, University of Georgia Press, septembre 2008, ISBN 0820332119

A Voice for Earth est un recueil de poèmes, d'essais et de récits regroupés pour donner voix aux principes éthiques définis dans la Charte de la Terre. La Charte de la Terre a été adoptée en l'an 2000 dans le but de répondre aux problèmes économiques, sociaux,

FORUM

SWEDESD: NOUVEAU CENTRE INTERNATIONAL D'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE OUVERT EN SUÈDE

par Frans Lenglet



Les 3 et 4 octobre 2008, des experts et des professionnels de l'éducation au développement durable (EDD) suédois et internationaux représentant les universités, les organisations de la société civile, les gouvernements nationaux et les organisations internationales, en provenance de 15 pays, **incluant l'AIU**, ont participé au premier événement organisé par le tout nouveau Centre international suédois d'éducation pour le développement durable (SWEDESD) à l'Université Gotland (Visby, Suède). En s'appuyant sur la richesse de l'expertise, de l'expérience, des contributions et des réseaux représentés par les participants, l'objectif de la conférence a été de proposer des idées et d'émettre des recommandations sur la manière dont le Centre pourrait ou devrait établir des liens avec d'autres initiatives nationales et internationales significatives, des institutions, des réseaux et la manière dont il devrait opérer afin de répondre aux multiples défis et opportunités de l'EDD.

SWEDESD est financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) pour une période initiale de 5 ans. Son objectif est de faciliter et de soutenir l'éducation et l'apprentissage dans le domaine du développement durable, en particulier dans et avec les pays en développement. L'apprentissage devrait ainsi s'accompagner d'un engagement sérieux en faveur du développement durable.

SWEDESD : la vision du Directeur relative au devenir potentiel du Centre

Le Centre se destine à être un « lieu de rencontre » international. Physiquement, les rencontres auront lieu à Gotland et dans les pays partenaires de l'ASDI. Virtuellement, les rencontres se feront via une plateforme Internet de premier plan destinée à l'échange d'expériences et de pratiques, à la recherche, à l'apprentissage et encourageant les débats, les conseils et le soutien. Avec, dans et à travers des réseaux suédois et internationaux, le Centre se destine à travailler avec des institutions, des organisations et des personnes des pays émergents déterminées à maîtriser leurs propres processus de développement dans un cadre de durabilité. L'objectif du Centre n'est pas de répéter ni de dupliquer ce que les autres font bien. À l'inverse, son rôle est d'étudier dans le détail les paradigmes existants et d'en trouver de nouveaux, en utilisant les outils propres à l'enquête scientifique et critique. Son rôle est également d'explorer l'impact des méthodes d'apprentissage non traditionnelles, comme c'est le cas dans les domaines de la musique, du théâtre, des arts plastiques, de la vidéo, etc.

Dans ses remarques de conclusion, le Directeur de SWEDESD a souligné le « patrimoine » sur lequel SWEDESD va se construire : la politique et la pratique fascinantes de l'EDD au cours des 30 dernières années, la richesse de la tradition humaniste propre à l'éducation émancipatrice et la tradition intellectuelle stimulante relative à la recherche-action critique et interdisciplinaire. SWEDESD se retrouve aujourd'hui dans une position critique, à la fois d'un point de vue écologique, économique et politique. Il existe désormais une grande opportunité pour les professionnels de l'EDD, les chercheurs et les responsables politiques à travers le monde, et par conséquent pour SWEDESD, de devenir des « messagers d'espoir » plutôt que de demeurer des « prophètes de l'apocalypse ». Ces derniers peuvent transformer les « traces de destruction » de l'humanité en « empreintes de création ». Le travail de SWEDESD permettra de transformer la « transmission de la connaissance » en « création de la connaissance », en passant de la recherche « extractive » à la recherche « nourissante », tout en adoptant des « langages multiples » plutôt qu'« un langage unique ». Si l'on peut tirer des indications de la Conférence, les activités de SWEDESD seront orientées vers des processus solides. Ses activités seront participatives et intégrées et inviteront à la créativité, à la réflexion critique et à l'érudition. Elles privilégieront les pratiques et les expériences locales qui peuvent informer et s'informer des perspectives globales de durabilité.

Pour plus d'informations : <http://mainweb.hgo.se/ext/swedesd.nsf>

* Directeur de SWEDESD, Université Gotland, Visby, Suède (frans.lenglet@hgo.se)

1^{ère} Conférence internationale MESA sur l'environnement, le développement et le changement climatique

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en coopération avec l'UNESCO, le Horn of Africa Regional Environment Centre and Network (HoA-RECN), l'Association des universités africaines (AUA) et le programme sud-africain de coopération pour le développement – Programme régional d'éducation environnementale (SADC-REEP) ont organisé la 1^{ère} Conférence internationale dont le thème était « *Environment, Development and Climate Change: Universities Responding?* »

La conférence s'est tenue du 24 au 28 novembre à Nairobi, Kenya, et a constitué un lieu de rencontre dédié au dialogue, à l'échange, à l'engagement et à la collaboration Sud Nord/Sud Sud sur les défis et les bonnes pratiques relatifs à la mise en œuvre de l'EDD dans les établissements d'enseignement supérieur. Ceci a inclus le partage des connaissances sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, ainsi que des questions liées à l'environnement, au développement, au changement climatique et le renforcement de la voix et de la contribution des universités du Sud afin de répondre aux défis posés par ces questions. La conférence s'est également attachée à promouvoir l'expansion et le dialogue entre les 11 Centres régionaux d'expertise (CRD) en EDD ainsi qu'un réseautage et un échange de connaissances plus importants aux niveaux sous-régional et régional. Pour plus d'informations, veuillez consulter :

www.unep.org/training/features/mic.asp

États-Unis : Nouveau bureau central pour les systèmes de classement



Aux États-Unis, l'*Institute for Higher Education Policy (IHEP)* a lancé un centre de ressources internationales en ligne regroupant des informations sur les systèmes de classement des universités à travers le monde. Le **Bureau central de l'IHEP en charge des systèmes de classement** « offre une cartographie du panorama complexe des classements pour plus de 30 pays » et comprend des liens vers des systèmes de classement nationaux et internationaux ainsi qu'une collection de milliers de publications axées sur les classements.

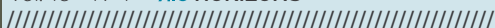
www.universityworldnews.com

Lancement de la nouvelle phase du Programme Erasmus Mundus



Suite à l'adoption formelle de la seconde phase du Programme Erasmus Mundus (2009-2013), la Commission européenne, sous l'égide de la présidence tchèque de l'Union européenne, a organisé une conférence et une « **journée d'information (Infoday)** » les 16 au 18 février à Bruxelles, Belgique. Organisée par l'Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture » de l'UE qui est en charge de la mise en œuvre du programme, cet événement était axé sur les nouveaux éléments inclus dans cette seconde phase du Programme Erasmus Mundus et plus particulièrement sur les appels à propositions dans le cadre de la nouvelle Action 1 – Programmes conjoints et Fenêtre de coopération externe Erasmus Mundus (Action 2 future – Partenariats). Pour plus d'informations, veuillez consulter :

<http://eacea.ec.europa.eu/index.htm>.



Mars 2009

18-21	<i>EUA – Université Charles, Prague, République tchèque</i> 2009 Convention: Facing Global Challenges: European strategies for Europe's universities www.eua.be
30-02 Avril	<i>INQAAHE – Abou Dhabi, Emirats arabes unis</i> New Approaches to Quality Assurance in the Changing World of Higher Education www.caa.ae/conference/DesktopDefault.aspx
31-02 Avril	<i>Bonn, Allemagne</i> World Conference on Education for Sustainable Development Moving into the Second Half of the UN Decade www.esd-world-conference-2009.org

Avril 2009

02-05	<i>Université de Belgrade – Belgrade, Serbie</i> Sommet des Présidents des Universités du Monde: Tendances actuelles de l'Enseignement supérieur www.wups2009.com
21-22	<i>AIU – Université de Guadalajara, Mexique</i> 3^{ème} Réunion mondiale AIU des Associations d'Universités: Associations, Réseaux, Alliances, etc.: Comprendre le nouveau paysage global de l'enseignement supérieur www.unesco.org/iau/conferences/Mexico2009/index.html
22-24	<i>HACU – Guadalajara, Mexique</i> Joint International Conference: An Inter-American Higher Education Collaboration: Working together to Shape the Future of our Communities www.hacu.net/hacu/International_Conference_EN.asp?SnID=1411701316
28-29	<i>Liège, Belgique</i> Réunion ministérielle Processus de Bologne www.ond.vlaanderen.be/hogeronderwijs/bologna/conference/

Mai 2009

04-09	<i>AAU – Abuja, Nigéria</i> Développement durable en Afrique: Rôle de l'Enseignement Supérieur www.aau.org/
10-12	<i>CISS – Bergen, Norvège</i> Forum mondial des sciences sociales: The changing world and the challenges it presents to social science www.rokkan.uib.no/wssf/
13-14	<i>ACA – Varsovie, Pologne</i> Conférence annuelle de l'ACA: L'Innovation par l'Internationalisation www.aca-secretariat.be
21-24	<i>UNESCO-CEPES – Bucarest, Roumanie</i> UNESCO Forum on Higher Education in the Europe Region: Access, Values, Quality and Competitiveness www.cepes.ro/forum/
24 -29	<i>NAFSA – Los Angeles, Etats-Unis</i> Conférence annuelle 2009: Fostering Global Engagement through International Education www.nafsa.org/annual_conference/call_for_workshop_and
26-28	<i>Commission européenne – Bruxelles, Belgique</i> Développement durable : un défi pour la recherche européenne http://ec.europa.eu/research/sd/conference_en.html
29-31	<i>Euredocs – Paris, France</i> Beyond Change: Transformation, continuity and inertia in Higher Education and Research www.ciera.fr/ciera/IMG/pdf/2009_05_29_euredocs.pdf

Juillet 2009

06-08 UNESCO – Paris, France
Conférence mondiale sur l'Enseignement supérieur + 10: Les nouvelles dynamiques de l'enseignement supérieur
http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=56386&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Août 2009

23-26 EAIR – Vilnius, Lituanie
31^{ème} Forum annuel de l'EAIR: Fighting for harmony – students, society and the academy in tune
www.eair.nl

Septembre 2009

16-19 EAIE – Madrid, Espagne
21^{ème} Réunion annuelle: Connecting Continent
www.eaie.org/Madrid/

Octobre 2009

21-24 OBHE – Kuala Lumpur, Malaisie
2009 Global Forum on Cross-Border Higher Education
www.obhe.ac.uk

Novembre 2009

05-06 AIU – Université Notre Dame de Louaize, Beyrouth, Liban
Conférence annuelle de l'AIU 2009 sur: Le rôle de l'enseignement supérieur dans la promotion du dialogue et de la compréhension interculturels
www.unesco.org/iau

Septembre 2010

20-24 AIU – Vilnius, Lituanie
Conférence annuelle AIU: Les Sciences sociales, Valeurs et Ethique à l'Heure de la Mondialisation
www.unesco.org/iau

Octobre 2010

20-24 Université Çanakkale Onsekiz Mart University – Cannakkale, Turquie
World Universities' Congress: What should be the new aims and responsibilities of universities within the framework of global issues
www.comu.edu.tr/unicongress2010/english/index.php

21-24 OBHE – Kuala Lumpur, Malaisie
The Observatory on Global Higher Education (OBHE): 2009 Global Forum on Cross-Border Higher Education
www.obhe.ac.uk/the_obhe_global_forum__malaysia/welcome

2012

Interamerican University, Etats-Unis
14^e Conférence générale de l'AIU
 Date et thème à confirmer

Si vous souhaitez ajouter un évènement à ce Calendrier des réunions réalisé par l'AIU, veuillez contacter le secrétariat.

//

IAU HORIZONS ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS (AIU). AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Bureau international des universités – Secrétariat de l'AIU: Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Dr. Hilligje van't Land, Chargée principale des programmes et rédactrice AIU Horizons /// Ross Hudson, Chargé de programmes et assistant à la rédaction, AIU Horizons
 Traduction en français: François Agati /// Imprimeur: SEP, Nîmes, France /// Design: Maro Haas

AIU, Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France
 Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05 – E-mail: iau@unesco.org – Internet: www.unesco.org/iau

AIU Horizons est également disponible en ligne: www.unesco.org/iau/association/a_newsletter.html



AIU HORIZONS

AIU
Maison de l'UNESCO
1, rue Miollis
75732 Paris cedex 15 – France
Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05
E-mail: iau@unesco.org
Internet: www.unesco.org/iau

AIU Horizons est également disponible en ligne: www.unesco.org/iau/association/a_newsletter.html